

Migration

Citoyenneté

Développement

RAPPORT 2014 D'ACTIVITÉS

© Grdr 2015
Crédits photos : Grdr - Jeff Russel
Impression : ICO imprimerie Dijon
Graphisme : www.marionhuet.com
Tous droits réservés
Aout 2015 - imprimé sur papier recyclé





SOMMAIRE

Avant-propos p.4

Les temps forts p.6

Vie associative p.8

Actions p.10

Nos programmes p.52

Nos partenaires p.50

Les partenariats p.46

Les réseaux p.42

Nos RH p.40

Nos finances p.38

1 | Le Grdr, tête de réseau
en France p.11

2 | Agir en faveur de la
décentralisation p.17

Publications... p.37

3 | Changement climatique,
écosystèmes & biodiversité p.23

4 | L'eau & l'assainissement,
toujours une priorité p.29

5 | Agir en situation d'urgence
et post-urgence p.33



AVANT-PROPOS

du rapport d'activités 2014

I INTERDÉPENDANCES

En ligne avec notre choix de nous inscrire dans le temps long, il n'est pas aisé de présenter une analyse structurée du contexte, tant les incertitudes de tout ordres sont grandes. Une seule certitude cependant : nos interdépendances façonnent chaque jour davantage notre monde et le cadre de notre action.

Population d'abord avec une Europe qui vieillit et une Afrique, notamment sahélienne, qui reste marquée par la jeunesse de sa population, avec toujours 6 à 7 enfants par femme en moyenne et un nombre impressionnant de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail.

Changement climatique avec la nécessité d'accepter des solutions équilibrées (au niveau individuel comme collectif) pour réduire les inégalités entre les régions du monde et faire, en même temps, baisser les tensions internationales.

Méditerranée (mare nostrum) espace historique de nos cultures, mais aussi aujourd'hui de drames quotidiens liés aux migrations, devant lesquels la solidarité européenne est mise à l'épreuve. Cette interdépendance, illustrée autour de ces trois questions, se traduit au Grdr par notre engagement renouvelé sur ce que nous avons choisi de dénommer le *double-espace*.

I UN PLAN D' ACTIONS TRIENNAL 2015-2018

a été arrêté par le conseil d'administration. Le travail collectif conduit entre salariés, membres des conseils d'orientation et de suivi et conseil d'administration a permis de faire émerger trois ambitions communes : **proximité, interdépendance et production de connaissances**. Un consensus s'est également dégagé sur la nécessité de valoriser le rôle des mobilités humaines dans le changement social et de participer à l'affirmation des territoires de vie dans la construction de la citoyenneté. Ces mots-clés ont servi à restructurer notre site internet, où notre action est désormais présentée autour des



mobilités humaines et de la **gouvernance citoyenne des territoires**. Ces concepts serviront désormais également dans la conception et le suivi-évaluation de l'action (c'est-à-dire plus concrètement des programmes et projets).

La construction de ce plan d'action a mobilisé bien au-delà de l'équipe de direction et du conseil d'administration. Les équipes salariées et adhérents de **chaque territoire d'action du Grdr** ont formulé à la base les priorités, agrégées ensuite autour des trois grands pôles : France et Europe, Sahel, Littoral. La traduction opérationnelle de ce travail se poursuit localement et aboutira, pour chaque site en 2015 à une formulation plus précise associée à des indicateurs de suivi. Notre ambition est d'achever cette planification lors de la prochaine rencontre inter équipes fin 2015. Après Rouen en 2009, Bamako en 2010, Lille (Wormhout) en 2011, Ziguinchor (Djiromaït) en 2013 et Paris (La Villette) en 2014, la tenue annuelle de ces temps forts de notre vie associative est essentielle pour le Grdr.

Au-delà de l'action présentée dans ce rapport d'activités, un des principaux résultats de l'année 2014 aura certainement été une **prise de conscience collective de l'importance des fonctions-support**. L'animation de la vie associative, les ressources humaines, les finances et la communication peuvent ainsi devenir des responsabilités partagées. Un aspect mérite plus particulièrement d'être mis en avant : la **vie associative locale**. L'action sur les territoires est davantage portée par les conseils d'orientation et de suivi : adhérents de l'association, ils en sont la base associative locale. Cinq de leurs représentants (Bakel-Matam, Kaedi, Kayes, Lille, Ziguinchor) sont aujourd'hui membres du conseil d'administration. Leur apport y est apprécié et important. La question des **partenariats** est apparue au conseil d'administration comme essentielle dans notre plan d'actions triennal. Au-delà des deux groupes de partenaires avec lesquels nos relations sont aussi anciennes que stratégiques (autorités locales et associations), le Triennal propose de développer le **partenariat avec les entreprises** investies dans les territoires.

Arezki Harkouk, *Directeur exécutif*, **Michel Colin de Verdière**, *Président du conseil d'administration*



LES TEMPS FORTS 2014



①

I JANVIER

8 janvier **Atelier de restitution à Nouakchott du programme en faveur de « l'émergence d'un plaidoyer pour la sécurité alimentaire régionale au Guidimakha »** en présence de la délégation de l'UE, de représentants de la FAO et de grandes ONG (Oxfam, Worldvision...) ①

27, 28, 29 janvier 2014 **Journées du développement économique de la région de Kayes** organisées en partenariat avec le Conseil Régional de Kayes

I FÉVRIER

8 février **Assemblée Générale Extraordinaire** pour l'adoption des nouveaux statuts du Grdr ②



②

22 février Le Grdr organise aux côtés de l'association des Maires du Guidimakha (AMaG), la **Foire régionale du Guidimakha** pour valoriser le potentiel agricole et artisanal des coopératives de la région et de celles alentours (y compris transfrontalières)

I MARS

13 mars **Lancement de la convention programme « Vers une Gouvernance Citoyenne des Territoires du Littoral »** qui structure l'activité du pôle littoral du Grdr.

19 mars **Forum national sur les pratiques d'intervention auprès des immigrés âgés** organisé par le Grdr dans les locaux de la Délégation de la Politique de la Ville et de l'Intégration (DPVI) de Paris.

22 mars **Foire agropastorale du Gorgol** à Kaédi.

I AVRIL

1-4 avril **Formation sur le contrôle citoyen de l'action publique et le**

budget participatif auprès des élus, des agents de développement local et des acteurs de la société civile du Gorgol et du Guidimakha

28, 29, 30 avril **Forum Sous-Régional « Dynamiques de co-développement local en Afrique de l'ouest »** organisé par le Grdr à Saint-Louis (Sénégal) sur les questions de la décentralisation, du développement économique et local et des mobilités humaines.

I MAI

Début des activités du programme « **Promotion et Réalisation d'un habitat durable au profit des familles vulnérables dans la ville de Canchungo, Guinée-Bissau.** » ③



③

I JUIN

21 juin **Assemblée Générale ordinaire du Grdr** avec 86 membres de l'association présents ou représentés.

I JUILLET

9 juillet **Mission d'évaluation suite aux inondations de la région de M'bout dans le Gorgol** (Mauritanie)

I SEPTEMBRE

Restitution de l'évaluation ex-post du programme d'Appui aux Initiatives de Développement local et des Collectivités Locales (PAIDEL-CT) qui a structuré l'activité du Grdr au Sahel pendant les trois dernières années.

I OCTOBRE

4 octobre **Forum, parcours scolaire et insertion socioéconomique** à la Cité des Métiers de Paris avec pour objectif de faire un panorama sur les dispositifs de formation et d'orientation existants.

13, 14, 15 octobre **Inter-équipe et inter-COS du Grdr** à la Cité des Métiers de Paris-La Villette.

19, 20 octobre **6^{ème} assises de la coopération décentralisée franco-mauritanienne** avec la participation du vice-président du Grdr et des équipes locales du Grdr aux côtés de 4 ministres

mauritaniens, de l'ambassadeur de France et de nombreux représentants de collectivités territoriales.

I NOVEMBRE

15 novembre participation **du Grdr au lancement de la semaine de la solidarité internationale** dans le cadre de l'atelier « Les migrants, acteurs de la solidarité internationale. » à Blois.

18-28 novembre Festival itinérant « **Regards sur l'Autre** » avec l'équipe Nord-Pas de Calais du Grdr

21 novembre **Rencontre-débat «Migrations et gouvernance mondiale»** à la Cité des Métiers en compagnie du CCFD-Terre Solidaire et de l'Espace Migration-Développement de Kayes (EMDK)

I DÉCEMBRE

1^{er} > 15 décembre **Mission du président du CA et du directeur exécutif de Nouakchott à Bamako** et auprès des quatre cellules et des COS de la vallée du fleuve Sénégal

2, 3 décembre **Journée des intercommunalités à Kayes** organisées par le Grdr en coopération avec le Conseil Régional de Kayes avec pour thème « le dispositif d'appui au développement local (DADL) : un outil de concertation et de réalisation des projets de développement local »

Au 31 décembre 2014, le Grdr c'est :

- > **5 réunions du conseil d'administration** (18 membres élus de 5 nationalités)
- > **181 adhérents** en France et en Afrique
- > **6 Comités d'Orientation et de Suivi (COS)** actifs à Bakel, Kaédi, Sélibaby, Kayes, Ziguinchor et Nord-Pas de Calais
- > **90 salariés**
- > **4 volontaires de solidarité internationale** et **8 volontaires en service civique**
- > **86 conventions de financement** et **55 programmes de solidarité**
- > **10 pays d'action** (Algérie, Espagne, France, Guinée, Guinée-Bissau, Italie, Mali, Mauritanie, Sénégal, Tunisie)
- > **5,1 millions d'euros** d'activité réalisée sur l'année



VIE ASSOCIATIVE

2014 a été, du point de vue de la vie associative du Grdr, une année que l'on pourrait qualifier d'année charnière. Le chantier de rénovation institutionnelle, avec la refonte des statuts et celui des Conseils d'Orientation et de Suivi (COS), est désormais achevé après trois années de travail et d'échanges. Le processus d'opérationnalisation qui en découle a été largement engagé, tout particulièrement au niveau des COS, qui ont pris un nouvel élan. Enfin, une réflexion collective approfondie et partagée entre les adhérents, les salariés et les représentants des territoires a été lancée à la faveur de l'inter-équipe et de l'inter-Cos annuel pour se doter d'un plan d'action triennal qui serve de boussole au pilotage stratégique de l'association. Ce plan d'action a vocation à incarner et opérationnaliser le projet associatif inscrit dans notre Charte.



L'ABOUTISSEMENT DE LA RÉNOVATION INSTITUTIONNELLE

L'assemblée générale extraordinaire du 8 février 2014 a adopté de nouveaux statuts pour le Grdr. Les principales modifications portent sur la formulation de l'objet associatif en faisant le lien avec notre Charte, la clarification des catégories d'adhérents et l'inclusion explicite du mandat des COS au niveau des territoires d'action.

Un **nouveau règlement intérieur** adopté par le Conseil d'Administration (CA) du 15 mars 2014 est ensuite venu les compléter. Le **cadre de référence des COS**, pierres angulaires de notre gouvernance dans les territoires d'action, a été adopté par le CA du 11 janvier 2014. Il définit leur mandat, leurs missions, leur place dans la gouvernance du Grdr. Ces Conseillers du Grdr sont tous des adhérents de l'association.

UN NOUVEL ÉLAN POUR LES COS

Les COS sont un élément incontestable de l'ancrage territorial du Grdr, de l'originalité de sa gouvernance et de sa capacité d'innovation. Encore faut-il faire vivre cette réforme dans les territoires à Bakel, Kaédi, Kayes, Sélibaby, Ziguinchor et dans le Nord-Pas de Calais. C'est ce qui a été amorcé en 2014 au-delà de la réforme institu-

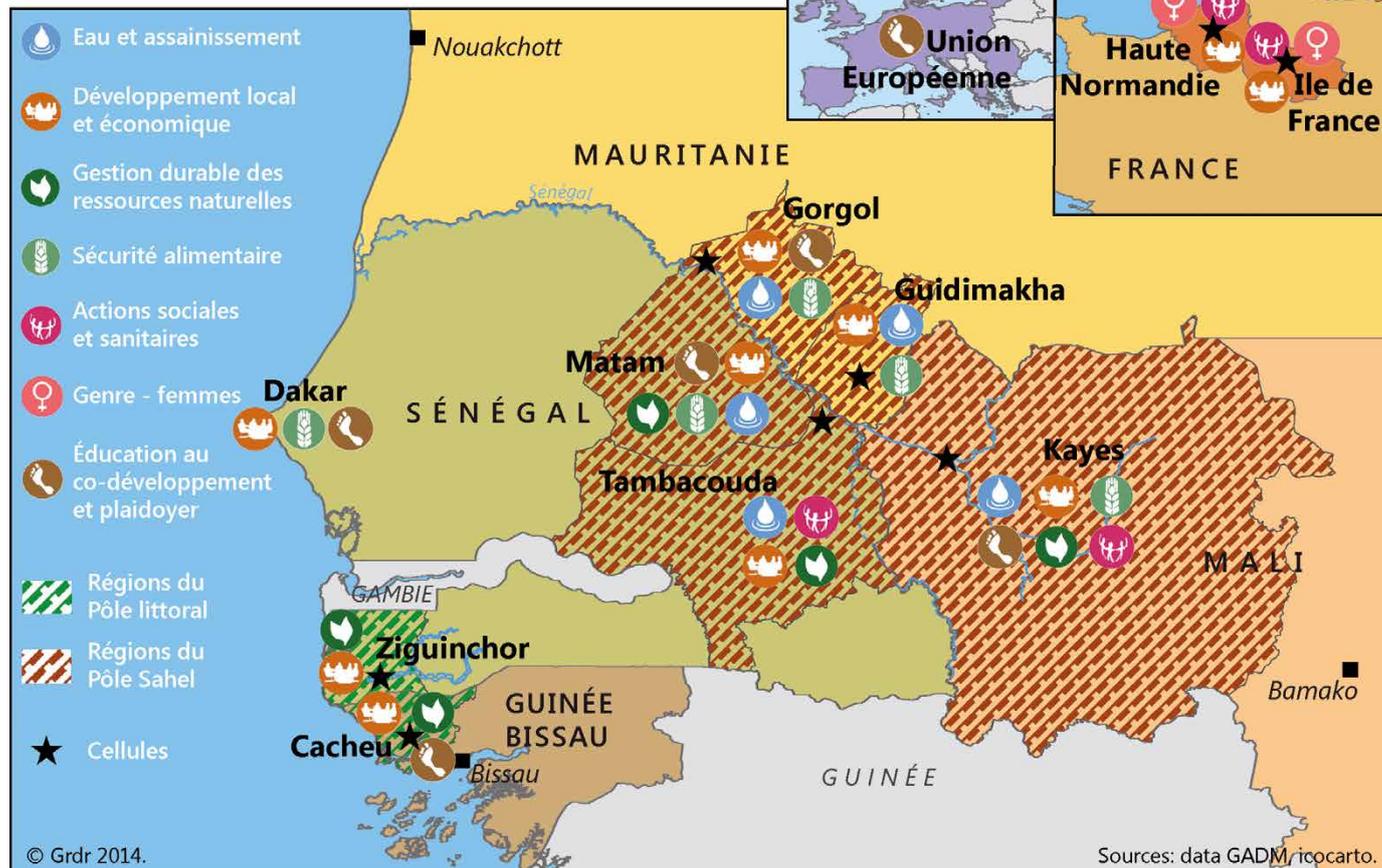
tionnelle. La nouvelle organisation des COS s'est progressivement mise en place et ces derniers ont participé à la construction du plan d'actions triennal aux côtés des cellules. Le CA du 16 mai 2015 a arrêté une enveloppe budgétaire destinée à participer au fonctionnement de la vie associative locale. Un plan de renforcement des capacités est par ailleurs en préparation.

LE TEMPS FORT DE PARIS - LA VILLETTE (13-15 OCTOBRE 2014)

Une inter-équipe est toujours un moment privilégié dans la vie de notre association. Assorti d'un temps convivial en compagnie des adhérents, celle de 2014 a été aussi dense que fructueuse. Elle a été une étape décisive de la production du plan d'actions triennal validé par le CA du 16 mai 2015 qui est présenté à l'AG le 13 juin 2015. C'est aussi à la faveur de ce temps fort que la réflexion collective a fait émerger les grands repères structurant de la nouvelle grille d'analyse : proximité, interdépendance et production de connaissances autour de la mobilité et de la gouvernance citoyenne des territoires.

Acteur engagé au côté des populations dans les territoires, le Grdr veille à ce que son projet associatif vive et s'épanouisse dans les actions qu'il mène sur le double espace où il intervient.

LES ACTIONS DU GRDR EN 2014





1 Le Grdr, TÊTE DE RÉSEAU EN FRANCE

Concertation

Mobilisation



Décision

Action

« Forum sur les pratiques d'intervention
auprès des immigrés âgés - 19 mars 2014 »



1

Le Grdr, TÊTE DE RÉSEAU EN FRANCE

Pour répondre aux besoins des populations et accompagner au mieux les acteurs des territoires sur lesquels il intervient en France, le Grdr agit à travers une approche de proximité. Au cours de l'année écoulée, de nombreuses activités ont été mises en œuvre, en matière d'insertion professionnelle, d'entrepreneuriat, d'accès aux droits des personnes âgées, d'accompagnement des primo-arrivants, ou encore d'Éducation à la Citoyenneté Mondiale. Et c'est grâce à cet ancrage de proximité que le Grdr se positionne en tant que tête de réseau. Cette fonction nous permet d'agir pour renforcer les capacités et la reconnaissance des acteurs associatifs, de mettre en relation et de mutualiser les bonnes pratiques, de produire des outils et connaissances et de mener un plaidoyer pour soutenir les mobilités humaines.

RENFORCER LES CAPACITÉS DES ACTEURS ASSOCIATIFS POUR MIEUX PROMOUVOIR LEUR ENGAGEMENT

Pour le Grdr, le renforcement de compétences et de capacités des acteurs associatifs passe par le renforcement de leur participation citoyenne au service du vivre ensemble et de la solidarité. Ce type d'activités connaît des déclinaisons multiples, que ce soit au sein des réseaux, auprès d'associations ou pour accompagner des personnes de manière individualisée.

Courant 2014, des formations ont été mises en place conjointement par le Grdr et le Réseau des Associations Mauritaniennes en Europe (RAME) dans le domaine du co-développement. D'autres formations ont eu pour objectif de renforcer les associations investies dans l'insertion par l'activité économique des femmes immigrées, en insistant principalement sur leurs capacités organisationnelles (gestion associative, gestion de projets, partenariats, communication...). C'est avec la même logique que le Grdr intervient auprès des personnes qui forment les responsables de fédérations

ou d'associations, que ce soit en ingénierie de projets de co-développement, en comptabilité ou sur le leadership associatif.

Ces activités sont principalement portées directement par les membres de ces fédérations. Le Grdr en assure le suivi tout en s'adaptant aux pratiques des associations des migrants, celles-ci évoluant en fonction des enjeux des territoires et des problématiques sociales (éducation à la citoyenneté mondiale, participation citoyenne, infrastructures de base...).



Témoignage de Driss Radi

« La formation organisée par le Grdr m'a permis d'apprendre beaucoup de choses. Elle était très complémentaire avec le travail de proximité et parfois de terrain que nous effectuons avec le Secours Catholique. J'ai apprécié la qualité de la formation, précise, détaillée, argumentée, suffisamment exhaustive... De plus, j'ai constaté que vous portez un intérêt important au rôle de la femme migrante, notamment africaine, longtemps victime et fuyant la société patriarcale de son pays d'origine. Souvent exclues de l'insertion professionnelle, elles sont alors en situation de grande insécurité et confrontées aux obstacles linguistiques, la méconnaissance des droits, non maîtrise de l'environnement social et administratif, l'isolement familial. De plus elles se retrouvent souvent en difficultés dès lors qu'elles doivent, seules, entreprendre des démarches pour faire valoir leurs droits (soins et santé, logement, travail, retraite ou pension de réversion...). »

FORMER LES PROFESSIONNELS AMENÉS À ACCUEILLIR ET ACCOMPAGNER LES PERSONNES MIGRANTES SUR LEUR TERRITOIRE DE VIE

Accompagner et renforcer les compétences des professionnels (notamment des services publics) qui sont amenés à travailler avec les personnes migrantes est une priorité pour le Grdr. La méconnaissance de ce public et de ses projets, associée à l'existence de préjugés de part et d'autre, impacte la relation entre usagers et professionnels. L'objectif du Grdr est de fournir des outils méthodologiques et théoriques en partageant expériences et bonnes pratiques, afin que les professionnels qui interviennent auprès des personnes migrantes soient en mesure d'agir de manière efficace et adaptée. C'est ainsi qu'une centaine de personnes travaillant sur des questions liées à l'intégration au sein d'associations ou de collectivités territoriales en Ile-de-France, Nord-Pas de Calais ou Haute-Normandie ont reçu des formations leur permettant d'améliorer leurs pratiques.

Driss Radi

Bénévole au service « Migrations » du Secours Catholique de Roubaix

METTRE EN RÉSEAU LES ACTEURS ENGAGÉS SUR LES QUESTIONS D'INSERTION POUR MIEUX MUTUALISER LES BONNES PRATIQUES



La mutualisation des bonnes pratiques et la mise en relation des acteurs entre eux contribuent à mieux les outiller et à valoriser l'action associative dans un environnement de plus en plus complexe. Cette démarche a permis de créer des passerelles entre ceux qui interviennent sur des problématiques similaires dans différents territoires. Par exemple, la journée sur l'« *Egalité des droits et l'inclusion sociale des femmes immigrées* » qui s'est déroulée à la Maison de l'Education Permanente (Lille) a réuni 86 personnes de différentes associations venues de tout le Nord-Pas de Calais. En Ile-de-France, un forum sur le vieillissement a été organisé dans les locaux de la Délégation Politique de la Ville et de l'Intégration. Cet événement a rassemblé près de 150 personnes venues de toute la France, parmi lesquelles des représentants de collectivités, d'institutions (CNAV)

De gauche à droite :
Mamadou Bathily (CADERKAF), Tiguida Camara (FORIM),
Assane Bâ (CCFD Terre Solidaire) Emilie Blondy (Grdr)
et Ladji Niangane (Espace Migration Développement de Kayes) lors du colloque
« Migration et Gouvernance mondiale » organisée à la Cité des Métiers
le 21 novembre 2014.

et d'associations. Il a permis de renforcer le positionnement du Grdr en tant que tête de réseau sur la thématique du vieillissement des migrants (*cf encadré ci-dessous*). Dans le même ordre d'idée et avec les mêmes objectifs, l'antenne Ile-de-France du Grdr a organisé, en partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire et avec la participation de l'Espace Migration-Développement de Kayes (EMDK), du FORIM et de la Région Ile-de-France, un colloque sur le thème « *Migrations et gouvernance mondiale : citoyens « ici » et « là-bas »* ».



Forum sur les pratiques d'intervention auprès des immigrés âgés.

Le 19 mars 2014, le Grdr a organisé un forum qui a réuni plus de 150 personnes, essentiellement des professionnels ou acteurs associatifs qui accompagnent ou accueillent les personnes immigrés âgées dans leurs démarches de santé ou d'accès à la retraite. Tous les intervenants ont pu constater sur le terrain combien il peut être difficile pour des migrants âgés vivant en France de maîtriser et de faire respecter des droits qu'elles ont acquis. La fermeture des guichets publics de proximité couplée à la difficulté de comprendre comment « monter » un dossier de retraite, place ces personnes en situation de vulnérabilité. D'autant plus dans un contexte d'isolement croissant. Avec pour conséquence directe un parcours de soins mal assuré pour de nombreuses personnes immigrées qui perdent leur mutuelle complémentaire une fois leur période de travail achevée.

Le Grdr s'engage, en outre, à travers de nombreux cadres de concertation. Cette reconnaissance se traduit par sa participation au comité stratégique de la Cité des Métiers qui réunit l'ensemble des acteurs parisiens et franciliens œuvrant dans le champ de l'insertion, de la formation et de la création d'activités économiques (Pôle-Emploi, Région Ile-de-France, Conseil Général de Seine Saint-Denis, Ville de Paris...).

PRODUIRE DES OUTILS ADAPTÉS POUR DIFFUSER NOTRE CONNAISSANCE DU TERRAIN

A partir de cette expérience de terrain, le Grdr capitalise, sous forme d'outils, les connaissances acquises pour mieux les transmettre. En Haute-Normandie, avec l'appui d'un comité technique composé de médecins et de professionnels socio-sanitaires, des outils d'animation et de prévention ont été produits pour être utilisés par des associations accompagnant les migrants. En Ile-de-France, le Grdr est intervenu auprès de l'ensemble des référents des Plans Locaux Pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi des territoires Nord et Est de Paris afin de partager l'expérience acquise depuis de longues années en matière d'animations collectives au sein des clubs « **Dynamiques Africaines** » et « **Entreprendre au féminin** ». En Nord-Pas de Calais, un film sur « La santé ici et là-bas » retrace l'expérience vécue au sein d'un groupe de parole féminin.



Le club **Entreprendre au Féminin**

Le Grdr produit des connaissances dans le cadre d'études sur des sujets précis, par exemple sur l'engagement associatif des jeunes, qui permet de constater que les liens entre engagement associatif et entrepreneuriat sont une ouverture vers la réussite sociale. Parallèlement, un diagnostic sur la question des femmes âgées immigrées a permis d'apporter des éclairages sur une problématique peu traitée (cf encadré p.16). Elle fera l'objet d'un article à paraître dans la revue « *Migrations Santé* ». Enfin, l'étude sur « *la dimension locale de la dialectique Migration-Développement : le cas France – Sénégal* » a permis de dégager les pistes qui permettront d'intégrer la mobilité comme facteur de développement à l'échelle des territoires, qu'ils soient d'accueil, de transit et/ou de départ.

Le club **Dynamiques Africaines**



S'APPUYER SUR CES CONNAISSANCES POUR PORTER UN PLAIDOYER EN FAVEUR DES MOBILITÉS HUMAINES

Alors que des négociations sont en cours au niveau des Nations-Unies pour définir les Objectifs du Développement Durable, le Grdr s'investit aux côtés d'associations partenaires, particulièrement au sein réseaux tels le CRID et EUNOMAD, pour interroger la place des migrations dans ce futur cadre de développement mondial. Le Grdr a par ailleurs été sollicité par les Ministères Français des Affaires Etrangères et de l'Intérieur sur la mise en place d'un espace de dialogue pluri-acteurs sur les enjeux migration et développement. Et c'est en tant qu'acteur reconnu sur les questions d'inclusion sociale que l'antenne Ile-de-France a été invitée au colloque annuel du Secours Catholique portant sur les migrants âgés et la lutte contre l'isolement, pour intervenir, en présence de députés et de nombreux représentants institutionnels.

Le diagnostic sur le « lien social et accès aux droits socio-sanitaire des femmes migrantes vieillissantes »

De septembre 2012 à août 2014, le Grdr a mis en place des permanences au sein de centres sociaux à Paris (19^e et 20^e arrondissement) et à Aubervilliers. Ces permanences ont permis d'animer des sessions d'information et de prévention dans les domaines de la santé, de la retraite et de l'accès aux droits auprès de femmes immigrées âgées de 55 à 70 ans. Pendant ces 2 années, plus de 300 femmes ont participé à ces réunions collectives et 50 d'entre elles ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé. 120 professionnels ont également pris part à ces activités. Le Grdr a souhaité la mise en place d'une approche qui regroupe les acteurs impliqués auprès de ces femmes pour élaborer un diagnostic commun et mutualiser les réponses. Ce diagnostic révèle que si la question du vieillissement des immigrés en France fait l'objet d'une reconnaissance grandissante, les femmes migrantes âgées vivant en dehors des foyers sont peu prises en compte par les politiques publiques et les dispositifs d'accès aux droits socio-sanitaires. Une situation d'autant plus précaire, qu'elles rencontrent également des difficultés dans l'exercice de leur citoyenneté et qu'elles se trouvent souvent en situation d'isolement.



Le forum « Jeunesse, environnement, changement climatique : quels enjeux et perspectives ? »

Le Programme « Ici DD »

Dans le cadre du programme « *Initiatives citoyennes pour le développement durable* » (« ICI DD »), le Grdr accompagne les fédérations de migrants du Bassin du Fleuve Sénégal installées en région parisienne afin qu'elles s'approprient les enjeux du développement durable et du changement climatique. Ainsi, elles contribuent à faire un état des lieux sur la manière dont la population francilienne perçoit et maîtrise les dispositifs et outils du développement durable. Soutenu par le Région Ile-de-France et en partenariat avec l'association 4D, une série de formations est proposée aux responsables associatifs de ces fédérations pour réfléchir à des modes de vie respectueux de l'environnement à l'horizon 2030 et 2050.



2 | AGIR EN FAVEUR DE LA DÉCENTRALISATION et de la gouvernance citoyenne des territoires

Mobiliser

Relier



Partager

Plaider



2

AGIR EN FAVEUR DE LA DÉCENTRALISATION et de la gouvernance citoyenne des territoires

Depuis plus de 45 ans, le Grdr et ses partenaires accompagnent les acteurs locaux d'ici et de là-bas dans la conception et la mise en œuvre de stratégies concertées de développement local. L'objectif est de favoriser le partage du pouvoir, la redistribution des richesses et la mutualisation des savoirs. Impulsé par les processus de décentralisation, l'apprentissage de la démocratie et de la citoyenneté demeure un enjeu fort pour la cohésion sociale dans les territoires du bassin du fleuve Sénégal.

PROMOUVOIR LA DÉCENTRALISATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL

Trente ans après les indépendances, les pays du bassin du Fleuve Sénégal ont mis en place des politiques de décentralisation et créé des collectivités locales. Il s'agissait, pour ces jeunes Etats, de rapprocher les centres de décision du lieu de leur mise en œuvre, d'apporter des réponses adaptées aux besoins et d'accroître la participation citoyenne. Des leaders territoriaux se sont très vite vus propulsés aux rangs d'élus locaux avec de nombreux domaines de compétences à gérer et des attentes considérables à satisfaire. Trois décennies plus tard, force est de constater que les collectivités locales du Mali, de la

Mauritanie et du Sénégal peinent encore à exercer les compétences qui leurs ont été transférées.



Ces quinze dernières années, le Grdr et ses partenaires ont accompagné les collectivités locales du Gorgol, du Guidimakha, de Kayes, de Matam et de Tambacounda dans la construction de projets de territoires viables dans le cadre du Programme d' « *Appui aux Initiatives de Développement Local* » (PAIDEL). Améliorer les conditions de vie des populations, contribuer à l'apprentissage de la démocratie et favoriser l'attractivité de ces territoires étaient les principaux objectifs poursuivis. Ainsi, la recherche-action, la mise en place et le renforcement de dispositifs techniques régionaux (par exemple l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Matam) ont également plaidé en faveur de la création de services mutualisés permettant de renforcer techniciens et élus des collectivités.

Cette question est d'ailleurs au cœur des réformes en cours au Mali et au Sénégal. Plus que jamais, l'échelle communale et l'intercommunalité s'avèrent être des niveaux pertinents pour mobiliser les citoyens sur les enjeux de leurs territoires de vie.

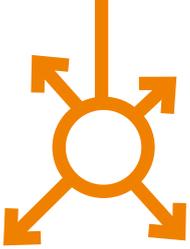
Aujourd'hui, les collectivités locales du bassin du fleuve Sénégal ont certes gagné en légitimité, mais elles sont toujours dépourvues des moyens humains, techniques et financiers qui leur permettraient d'initier des dynamiques durables de développement local.

L'enjeu majeur est donc de les mettre en capacité de dialoguer avec les Etats pour favoriser un transfert effectif des ressources et de consolider l'approche territoriale des politiques publiques nationales. Il est indispensable qu'elles s'impliquent davantage dans la définition des politiques et stratégies qui relèvent de la décentralisation et qu'elles soient en mesure d'alimenter les réflexions sous-régionales et nationales autour de la gouvernance territoriale.



Forum sous-régional : dynamiques de co-développement local en Afrique de l'Ouest

Du 28 au 30 avril 2014, le Grdr, en partenariat avec l'Université Gaston Berger de Saint Louis a organisé un forum de capitalisation qui avait pour thème « le Bassin du fleuve Sénégal : centres et périphéries. ». Plus de 200 personnes ont répondu à l'appel. Le forum a été l'occasion, durant 3 jours, d'étudier les perspectives d'évolution des quatre pays de la région : Sénégal, Mali, Mauritanie et Guinée. Les échanges ont permis de faire ressortir le dynamisme du bassin du fleuve Sénégal (BFS) et ont contribué à alimenter une analyse prospective. Les participants ont ainsi rappelé que seule la décentralisation est en mesure de garantir aux acteurs du BFS une redistribution des richesses minimale tout autant que la démocratie de proximité. Le BFS est apparu uni et indivisible. Le fleuve se présente davantage comme un bien commun qu'une frontière qui sépare.



« La sensibilisation des élus sur la place des femmes en politique est importante car les élections se préparent en avance... »

Moussa Sarambounou, maire de la commune rurale de Koussané et vice-président de l'Association des Communes de Guidi Kaffo (ACGK)

FAVORISER L'EXPRESSION CITOYENNE ET LA COHÉSION SOCIALE

La participation des citoyens aux processus décisionnels et à la responsabilisation est essentielle pour promouvoir le développement durable. A travers la mise en place de cadres de concertation pluri-acteurs, d'actions d' « empowerment » de femmes et de jeunes et le renforcement de capacités des acteurs locaux en matière de contrôle citoyen de l'action publique, le Grdr propose un cadre propice à l'expression de la citoyenneté locale. Cadre dans lequel les associations de migrants ont également un rôle important à jouer, puisque c'est grâce aux passerelles qu'elles ont créées entre leur territoire d'origine et leur territoire de vie que le bassin du fleuve Sénégal s'est ouvert sur le monde.

Ce sont ces liens tissés entre tous ces acteurs qui ont impulsé le rapprochement entre les collectivités locales d'ici et de là-bas à travers la construction de partenariats de coopération décentralisée. Ces interdépendances

favorisent une meilleure connaissance entre les sociétés. Elles sont également porteuses d'innovations sociales et participent à la construction d'une paix durable. Le Grdr s'efforce donc de faciliter la mise en relation des initiatives de co-développement avec celles des partenariats de coopération décentralisée, et qu'il accompagne les Collectivités en France et dans le BFS dans la construction et l'évolution des projets de coopération décentralisée.



De plus, toujours en ayant comme objectif la construction d'une zone de paix, de sécurité et de développement, le Grdr valorise les initiatives portées par les acteurs vivant de part et d'autre du fleuve Sénégal. Il pousse à la création d'espaces de concertation et de réflexion autour de problématiques communes. Des études sur l'identification de ces pratiques transfrontalières ont ainsi été menées dans les espaces allant de Gouraye à Bakel, et de Kayes à Tambacounda et Bosséa. La restitution des résultats a abouti à la mise en place de cadres de concertation et à l'identification de dynamiques porteuses de coopération.

CRÉER DES RICHESSES POUR MIEUX LES REDISTRIBUER

L'Afrique de l'Ouest est une région à vocation agrosylvo-pastorale où les agricultures familiales sont prédominantes. Elles ont encore besoin de se moderniser pour améliorer les conditions de travail et favoriser l'innovation. A ce titre, les initiatives de développement économique local sont des sources de revenus tant pour les populations que pour les collectivités et constituent un levier majeur pour un développement local durable. Grâce aux actions mises en œuvre en partenariat avec les collectivités et les acteurs économiques locaux, le Grdr a travaillé sur le triptyque filière-territoire-entrepreneuriat. Les diagnostics économiques et les études de 20 filières

porteuses (dans le bassin du fleuve Sénégal, en Casamance et en Guinée Bissau) ont permis de concevoir et de mettre en œuvre des plans d'actions. L'existence et la disponibilité de cette documentation augmentent l'attractivité des territoires en permettant de mieux maîtriser et connaître les opportunités d'investissement. En outre, les acteurs locaux ont été accompagnés dans la mise en œuvre de plans de renforcement, ce qui a favorisé la structuration des filières et apporté des résultats encourageants. Ce renforcement de capacités des producteurs a permis l'augmentation de la productivité : la production moyenne de la patate douce dans le Gorgol a doublé en 2 ans et l'appui à l'entrepreneuriat agricole a permis la création de 30 emplois dans cette même filière.

Témoignage de Aïssata Touré

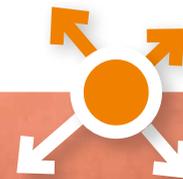
« C'est la première fois que je bénéficie d'une formation sur la gestion financière. Les notions apprises et la bourse m'ont permis d'accroître le volume de commercialisation et la fréquence d'approvisionnement. Par exemple, je suis passée de 50 Kg d'achat hebdomadaire de banane, à 300 Kg. En quatre mois d'activité, j'ai commercialisé 1,5 tonnes à 600 FCFA le kilo. Durant cette période j'ai dégagé un bénéfice de 375 000 FCFA. Après notre formation en gestion, j'utilise maintenant un cahier pour ma comptabilité. »

Aïssata Touré,
commerçante de banane depuis 2011,
Kénieba (Région de Kayes, Mali).

Dans le Bassin du Fleuve Sénégal, la proportion de jeunes reste très élevée. Les questions de l'entrepreneuriat et de l'emploi des jeunes prennent de plus en plus de place dans les débats politiques. Le Grdr a ainsi favorisé la mise en place de quatre dispositifs d'appui technique et financier en lien avec des Institutions de micro-finance. 114 micro-entreprises et coopératives ont été accompagnées depuis 2011. Pour favoriser l'accès aux financements des projets économiques, il convient d'appuyer des dynamiques de concertation qui impliquent les porteurs de ces projets aux côtés des collectivités locales et des organismes financiers pour définir les services adaptés et expérimenter des dispositifs innovants en finance solidaire et participative. Ces nouveaux outils devront

nécessairement prendre en compte la spécificité des investissements productifs des personnes migrantes.

Toutefois, les dynamiques entrepreneuriales ont surtout besoin de locomotives. Ce rôle incombe actuellement aux monopoles économiques locaux, mais ceux-ci restent trop centrés sur le négoce et pas assez sur les investissements productifs susceptibles de dynamiser les micros, petites et moyennes entreprises. Pour cela les territoires doivent être en mesure de questionner ces limites et de nouer des dialogues avec ces acteurs, notamment autour des priorités économiques locales et particulièrement des plus-values des industries extractives.



3 | CHANGEMENT CLIMATIQUE écosystèmes et biodiversité

Préservation

Atténuation

Anticipation

Adaptation



3

CHANGEMENT CLIMATIQUE, écosystèmes et biodiversité

Depuis sa création en 1969, année du commencement de la grande sécheresse qui a frappé le Sahel jusque dans le milieu des années 70, le Grdr est présent au cœur des régions touchées par le dérèglement climatique. Il a acquis une longue expérience aux côtés de populations qui depuis de longues années sont amenées à s'adapter aux conditions climatiques, bien avant que la question ne devienne une priorité de l'agenda international. C'est sur cette base que le Grdr a développé une stratégie désormais ancrée au cœur de son action, associant les acteurs et les personnes migrantes originaires de ces territoires et considérant qu'il ne peut y avoir de résilience face au changement climatique sans solidarité entre habitants et ressortissants.

Le Grdr oriente son action vers une démarche de gouvernance citoyenne des territoires et une méthodologie axée sur la recherche-action. Ainsi, il agit pour une gestion durable des ressources naturelles au service de la sécurité alimentaire et pour une adaptation tout aussi durable de l'économie locale aux changements climatiques et sociaux.



FAIRE FACE AUX DÉFIS CLIMATIQUES À L'ÉCHELLE DES TERRITOIRES

Aujourd'hui, le Grdr intervient dans deux régions de l'Afrique de l'ouest : le bassin du fleuve Sénégal et le littoral des rivières du Sud. Chacune de ces zones est déjà affectée par les effets du changement climatique mais de façon différente. Au niveau du Sahel, l'agressivité météorologique croissante liée aux irrégularités du régime climatique est marquée par une augmentation des épisodes extrêmes (vagues de chaleur ou averses torrentielles). Sur le pôle littoral, la montée du niveau de la mer entraîne la salinisation des plaines côtières et des estuaires

Ces aléas, combinés à une croissance démographique très élevée et au maintien voire au développement de pratiques agricoles non écologiques, fragilisent de plus en plus les écosystèmes agro-sylvo-pastoraux à long terme. En ce sens, le dérèglement climatique accentue les vulnérabilités, les inégalités et les injustices. Mais il est aussi un catalyseur pour s'interroger sur les politiques de développement et leurs diagnostics, sur les stratégies de sécurisation alimentaire des populations, sur les mécanismes de solidarité, sur les modes de gouvernance et d'implication citoyenne, sur les méthodes et les pratiques de résilience des écosystèmes et, enfin, sur le maintien ou l'accroissement de la fertilité des sols... Vu sous cet angle, le dérèglement climatique apparaît paradoxalement

comme étant tout à la fois potentiellement une catastrophe et une opportunité pour réinventer les modèles de développement des sociétés.

Pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique, l'une des principales missions du Grdr est de soutenir la structuration des territoires afin que les populations locales soient en capacité d'anticiper les changements globaux attendus. Le Grdr adopte pour cela une démarche reposant sur 4 piliers. En premier lieu, il s'agit de produire des connaissances nouvelles sur l'évolution socio-écologique des territoires depuis 50 ans. Ensuite, le Grdr œuvre pour sécuriser les capacités alimentaires des communautés grâce à la maîtrise des eaux de surface et à la sécurisation foncière. L'objectif est ici de soutenir l'investissement paysan dans les domaines agro-forestier et agro-écologique afin de maintenir la fertilité des sols et par là même leur capacité de séquestration du carbone. En troisième lieu, le Grdr soutient une gouvernance des ressources naturelles à l'échelle locale, à travers une participation citoyenne permettant de responsabiliser la population des territoires face aux nouveaux enjeux.

Enfin, grâce à son travail de recherche-action, le Grdr met en relief les pratiques innovantes qui permettent de valoriser durablement les ressources naturelles de manière adaptée aux nouvelles contraintes.

I CHANGEMENT CLIMATIQUE ET SYSTÈMES ALIMENTAIRES DANS LE SAHEL OUEST-AFRICAIN

La gestion durable de l'eau est au cœur de l'adaptation au changement climatique des milieux tropicaux secs. L'eau est centrale tant pour la santé des populations que pour la résilience des systèmes agraires et pastoraux (*voir chapitre « L'eau et l'Assainissement, toujours une priorité »*). Au-delà de la question de l'eau, la résilience de l'agriculture paysanne face aux impacts du changement climatique s'appuie également sur la biodiversité semencière. Le Grdr a donc mené des recherches sur cette question clé dans le Sahel, lesquelles ont permis d'élaborer un répertoire national des semences de niébé, de sorgho et de patate douce.

Micro-jardinage à Dakar



Face aux risques que génère l'instabilité climatique, les Plans Climats Territoire Intégré (PCTI) constituent de nouveaux outils de diagnostic sur les vulnérabilités et contribuent à une vision d'avenir pour les territoires. Le Grdr s'est impliqué dans l'élaboration et la méthodologie du PCTI de Bouilly en Mauritanie. Il est également partie prenante, avec l'appui de la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme, à celui de la ville de Dakar, en particulier sur les questions de vulnérabilités alimentaires. Cette contribution au PCTI a fait l'objet d'une publication intitulée « *Le système alimentaire de la région de Dakar - Etat des lieux et perspectives face aux enjeux du changement climatique* ».

Parce que la sécurité alimentaire des villes constitue également un défi pour s'adapter aux contraintes des changements globaux en cours, un projet de reterritorialisation des systèmes alimentaires autour de Dakar a été mis en œuvre. L'objectif premier est ici d'apporter aux élèves des centres scolaires des banlieues défavorisées de Dakar une alimentation saine, produite localement et de mettre en relation les élèves avec les producteurs et transformateurs locaux. Parallèlement, il s'agit d'améliorer les revenus des organisations de producteurs en créant un nouveau marché à fort potentiel de développement. (cf témoignage de Mme Diallo p.28)



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LE LITTORAL OUEST-AFRICAIN : DES EFFETS CERTAINS MAIS ENCORE LARGEMENT INEXPLORÉS

Cette première année d'activité de la convention programme « *Vers une gouvernance concertée des écosystèmes du littoral* » qui structure les activités du nouveau pôle littoral du Grdr a été consacrée à l'investigation des problématiques-clés du développement des territoires de cette région pour partie amphibie, marquée par la présence de la mangrove et affectée dans ses plaines littorales par la salinisation des terres. Il s'avère que cette région est confrontée à une accélération de changements divers et doit faire face à des risques et des enjeux multiples liés à sa position littorale et transfrontalière : élévation du niveau de la mer, érosion des côtes, instabilité politique et insécurité, densification démographique, déclin de la riziculture inondée, conversion des activités, étalement urbain des villes et effacement des ceintures maraîchères des métropoles, spéculations immobilières et minières, etc.

Ces nouvelles dynamiques sont très peu documentées en raison de la pénurie de programmes de recherche depuis deux décennies. L'appui à la gouvernance de ces territoires nécessite donc une déconstruction des diagnostics anciens et une reconstruction croisée de l'analyse. Le Grdr s'est appliqué à identifier deux échelles d'investigation pour étudier les évolutions sur le long terme depuis 50 ans au niveau territorial. A l'échelle locale, des monographies fondées sur des cartographies participatives ont permis d'identifier les questions auxquelles sont confrontées les populations. Au niveau régional, une première série d'études a été lancée sur les questions clés de l'évolution des écosystèmes, de la riziculture, de la saliculture, de l'arboriculture et de la pêche. C'est en croisant les échelles spatiales et temporelles des données récoltées par ces études qu'une nouvelle représentation des dynamiques des territoires se dégagera. Un Atlas de la région est en préparation et des recherches accompagnées d'expérimentations innovantes, notamment en saliculture et riziculture de mangrove, sont en cours de démarrage.



POUR EN SAVOIR PLUS

En perspective : le collectif 5 deltas

Les écosystèmes de mangrove jouent un rôle de premier ordre dans l'économie locale et sous régionale de l'Afrique de l'ouest. En 2014, Neuf ONG (dont le Grdr) qui travaillent à leur conservation et valorisation, ont créé le « collectif 5 deltas ». En mettant en commun l'expérience qu'elles ont acquise dans 5 deltas de la région, elles se fixent pour objectif de capitaliser, bonifier et diffuser leurs pratiques. Il s'agit ainsi d'améliorer et de pérenniser les retombées de l'exploitation de la mangrove pour les habitants du littoral. Des acteurs de renom tels que la MAVA-Fondation pour la Nature et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ont montré leur intérêt pour cette initiative qui s'appuie sur l'idée que conservation et exploitation économique durable de la mangrove peuvent aller de paire.

Le Laboratoire Mixte International (LMI) PATEO « Patrimoine et territoire de l'eau »

Créé par l'Institut de Recherche et Développement (IRD) en collaboration avec les universités Gaston Berger de Saint-Louis et Assan Seck de Ziguinchor, cette structure partenaire de la convention programme du pôle littoral du Grdr a pour objectif de contribuer aux réflexions sur les valeurs de la biodiversité et sur l'identification des biens et services des socio-écosystèmes littoraux dans trois deltas de la sous-région (Sénégal, Saloum et Casamance). Elle a pour objectif de créer des banques d'informations géographiques fiables à l'échelle de cette région. Le LMI et le Grdr ont co-réalisé au mois de juillet 2014 un atelier international de cartographie participative.

Témoignage de Madame Diallo

Gestionnaire de la cantine du Centre d'éducation et de réadaptation pour enfants handicapés physiques Talibou Dabo.

« Grâce à l'appui du Grdr qui nous a mis en relation avec des producteurs maraichers de la région de Dakar et la fédération nationale des Groupements d'Intérêts Economiques (GIE) de pêche, nous recevons chaque semaine, des légumes et du poisson frais. Cela nous permet de soutenir les producteurs locaux tout en faisant fonctionner la cuisine du centre à moindre coût. C'est une aide financière considérable pour le centre qui en plus nous permet de fournir une alimentation saine à nos pensionnaires ».



4 L'EAU & L'ASSAINISSEMENT toujours une priorité

Accompagner

Animer

Sensibiliser

Organiser



4

L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT, toujours une priorité

L'eau est centrale tant pour la santé des populations que pour la résilience des systèmes agraires et pastoraux ou encore pour l'adaptation au changement climatique des milieux tropicaux secs du Sahel. En matière de santé, le Grdr a prolongé son action sur les questions d'assainissement et prépare un guide méthodologique sur ces questions (notamment dans le cadre du programme Eau et Assainissement au Gorgol et Guidimakha PEAGG). Un contrat avec l'administration mauritanienne a été signé et fait du Grdr un partenaire du programme national PASKII pour concevoir et réaliser l'aménagement de barrages de bas-fonds fondés sur des ententes foncières. Ils permettront de dynamiser l'activité de maraîchage au profit des populations les plus pauvres du Guidimakha, du Gorgol et de l'Assaba. De nombreuses réalisations ont également eu lieu à Kayes au Mali, dans le cadre du Projet d'amélioration d'accès à l'eau potable des populations de l'intercommunalité de l'association des communes du Guidimakha Kafo (ACGK). Au Sénégal, le Grdr mène des actions d'assainissement : il contribue à l'amélioration du cadre de vie et de la santé de populations des villes de Bakel et de Kidira en accompagnant les collectivités locales dans la mise en place de conditions optimales de gestion des ordures ménagères. (Pour une vision plus détaillée de la méthode d'action du Grdr, voir rapport d'activité 2012).

« Je pense vraiment que le projet d'amélioration durable d'accès à l'eau a sauvé des vies dans notre village. Depuis plusieurs années nous étions désemparés parce que nous étions obligés de puiser de l'eau dans le lit des oueds en creusant des puisards. Or là-bas l'eau est exposée à tous les risques sanitaires possibles. Je suis convaincu que ce nouvel équipement améliorera rapidement la santé des habitants et qu'il réduira leur souffrance. En plus, il fonctionne à l'énergie solaire et est équipé d'un bon réservoir. »

Ifra Seydi Bâ, chef du village Campement
(Commune de Gouraye -
Guidimakha- Mauritanie)

I EN 2014, LE GRDR A RÉALISÉ

- 24 systèmes solaires d'adduction en eau potable
- 3 puits
- Plus de 20 pompes à motricité humaine réhabilitées
(6 artisans réparateurs de 6 communes formés et équipés en kit d'outils et de réparation)
- 27 latrines dans les écoles
- 13 latrines de démonstration au profit de ménages démunis qui ont encouragées à la construction de 2187 latrines privées co-prises en charge par les ménages
- 50 puisards de démonstration
- 223 demandes de latrines familiales
- Plus de 30 actions de formation envers les comités de gestion ayant contribué au renforcement de capacité de près de 190 personnes au cycle de projet de gestion de l'eau (maçons, animateurs, comités villageois)
- 49 actions de sensibilisation aux questions de l'assainissement ayant touché plus de 30 000 personnes
- 14 comités de gestion mis en place pour le suivi et la participation des communautés aux installations réalisées
- 2 plans d'actions prioritaires et 2 études socio-environnementales réalisées (à Bakel et Kidira)



Les activités eau et assainissement du Grdr impliquent plus de 50 villages du Mali, du Sénégal et de la Mauritanie, soit environ 60 000 personnes.

Fatimata Mamadou Diallo

Représentante des femmes de Woulramy
dans la commune de Lexieba au Gorgol

« Le travail accompli avec le Grdr a permis de soulager les populations et plus particulièrement les femmes et les jeunes filles qui étaient chargées de la corvée d'eau. Désormais ces dernières peuvent aller à l'école, alors qu'avant elles devaient faire 5 kilomètres aller-retour parce qu'il n'y avait aucune infrastructure hydraulique à proximité. Il fallait aller s'approvisionner dans une mare très sale avec beaucoup de matière en suspension et l'eau y a une couleur bizarre. Mais c'était la seule source d'eau dans le coin et tout le village consommait cette eau non potable. Du coup des maladies telles que la diarrhée, les maux de ventre, la dysenterie, la bilharziose frappaient à toutes les portes de tous les ménages. Aujourd'hui tout ça est devenu de l'histoire ancienne. Nous buvons tous de l'eau potable et nous avons tous des latrines. »

Oumar Cissokho

Agent de Développement Communautaire
de la commune de Kidira (Sénégal)

Les cadres de concertations qui ont été mis en place jouent un rôle très important en tant que régulateurs sociaux dans les quartiers. Tous les acteurs de la commune sont impliqués et cela facilite grandement les opérations de sensibilisation auprès de la population. En plus, le projet a permis de doter les gens de matériel d'assainissement, par exemple de poubelles et de charrettes pour transporter les déchets, ce qui marque une grande avancée dans la gestion des déchets de la ville. Au final le projet « assainissement durable de la ville de Kidira » a largement contribué à améliorer l'hygiène et la santé dans la ville.

TÉMOIGNAGES

Abdoulaye Sall

Représentant des élèves de l'école de Dingué
dans la commune de Lexieba au Gorgol

« Désormais nous avons des latrines dans l'école. Les élèves peuvent maintenant aller aux toilettes et ne sont plus obligés d'aller dans la brousse. En termes d'hygiène s'est une avancée majeure pour nous tous. J'espère que les autres écoles de la région pourront avoir cette chance. »





5 | AGIR EN SITUATION D'URGENCE et post-urgence



Soutenir

Anticiper

Associer

Prévenir



5

AGIR EN SITUATION D'URGENCE et post-urgence



Face aux épisodes récurrents d'insécurité alimentaire quelque peu entretenue par la logique de distribution de vivres, le Grdr a développé depuis 2005 une démarche de post-urgence basée sur la relance agricole et la mise en relation de producteurs des zones excédentaires avec les banques de céréales des zones déficitaires. D'autre part, depuis 2008, ce sont les inondations pendant la saison d'hivernage, touchant plusieurs villages et quartiers périurbains à Kaedi, Boghé, Sélibaby et Bakel qui mobilisent le Grdr dans des actions d'aide d'urgence aux familles sinistrées et d'appui à la prévention et à la gestion des risques.

L'intensification du conflit armé au nord du Mali à partir de janvier 2013 a accéléré le déplacement de milliers de familles dans les pays voisins et dans les régions du sud du pays. On estime à trente mille le nombre de familles qui ont été accueillies par des parents dans les régions de Kayes, Kolikoro et Sikasso.

A la demande du Conseil Régional de Kayes et des autorités, le Grdr, avec ses partenaires Afrique verte Mali et Action Couverture et Développement (ACD) impliquées par ailleurs dans des actions d'urgence au nord du pays, a sollicité et obtenu l'appui de l'ambassade de France au Mali ainsi que de la Fondation de France pour venir en aide à ces familles dans les trois régions citées (cf p.36)

Enfin, la pandémie Ebola a été un autre épisode de crise qui a fortement éprouvé l'Afrique de l'Ouest en 2014. A Kayes où un foyer d'épidémie a créé une vague de panique ; le Grdr s'est inscrit dans le dispositif de sensibilisation afin de relayer l'information et les recommandations sanitaires auprès de tous nos partenaires.



Aussi, face à ces crises multiformes, la priorité est de préparer les territoires et de renforcer leurs capacités à faire face eux-mêmes à ces situations qui se répètent, même si elles restent encore de faible ampleur. Le Grdr, par son ancrage local, est amené de plus en plus fréquemment à prendre part à ces mobilisations d'urgence et de post-urgence. **Sans chercher à intégrer forcément les métiers**

de l'urgence à nos interventions, il s'agit d'abord pour nous d'inscrire l'évaluation du risque dans les processus de développement local et de renforcer les capacités des acteurs et les autorités à faire face efficacement à ces situations. Internaliser la gestion des situations de crise de faible ampleur au niveau des territoires renforcera leur capacité d'adaptation et de résilience.

Le 9 juillet 2014, la localité de Mbout, dans le sud de la Mauritanie a été frappée par des inondations.

Le Grdr a alors entrepris une mission sur les lieux pour évaluer les dégâts et analyser la réponse adéquate en compagnie des autorités locales. En 2010, dans le cadre du programme de réhabilitation et de protection des zones sujettes aux inondations (PZI) dans la partie mauritanienne du Bassin du Fleuve Sénégal, le Grdr avait formulé des pistes de travail pour une urbanisation durable qui prend en compte les risques inhérents aux inondations



LE PROJET D'AIDE AUX FAMILLES DÉPLACÉES DU NORD MALI (APDM)

Avec le soutien financier du centre de crise du Ministère des Affaires Etrangères Français et de la Fondation de France, **le projet APDM a permis, entre juin 2014 et juillet 2014, de fournir à 2186 familles déplacées et d'accueil (environ 14000 personnes) dans les régions de Kayes, Koulikouro et Sikasso :**

- ✕ 2 550 moustiquaires
- ✕ 170 tonnes de vivres
- ✕ 17 000 litres d'huile
- ✕ 9 tonnes de viande de bœuf
- ✕ 8,5 tonnes de sucre
- ✕ 8,5 tonnes de sels
- ✕ 17 millions de FCFA en liquide
- ✕ 7 tonnes de farine infantile à base de produits locaux (mil, soja et arachide) ont été distribuées pendant 10 mois à 693 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aiguë.

Dans le cadre du volet de relance agricole (post-urgence) 11 097 femmes maraîchères de 44 communes, 1891 producteurs et 45 organisations paysannes ont reçu :

- ✕ 10,8 tonnes de semences maïs
- ✕ 5,1 tonnes de semences de sorgho
- ✕ 85 tonnes d'engrais pour la campagne agricole 2014-15.

Enfin, 17 banques de céréales ont reçu 170 tonnes de céréales (mil, sorgho, maïs) pour consolider leurs stocks de sécurité.



Bintou Traoré

Mère de 10 enfants

« A cause de la crise dans le nord du pays, nous avons dû quitter Gao et venir à Sikasso. Nous n'avions plus grand-chose et c'est grâce au projet APDM que nous avons pu tenir le coup. Les distributions de kits sanitaires et de céréales, viandes et d'argent (avec lequel nous avons acheté des condiments) nous ont permis de tenir 2 mois ».

Soumana Maiga

Cordonnier à Sikasso qui accueille 5 enfants de sa famille ayant du quitter Tombouctou

« Avec mes maigres revenus (moins de 1000 FCFA/jours) il devenait difficile de nourrir toute la famille. C'est grâce à la solidarité des gens que j'ai pu y parvenir pendant la crise. Le 1^{er} besoin d'une personne pauvre, c'est de trouver de la nourriture. Quand on t'aide pour cela, tu es redevable. Lorsque j'ai vu les kits du projet, j'ai remercié Dieu. »

Issa Bocar Ballo

Maire de la commune rurale de Kalaban-Coro et responsable de la banque de céréales ayant bénéficié de 10 tonnes de céréales

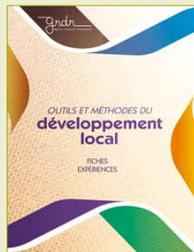
« Je salue l'initiative prise par le projet APDM. Grâce à l'approvisionnement de la banque de céréales nous avons pu fournir des céréales à un prix abordable aux personnes qui ont été déplacées et qui sont venues vivre dans la commune ».



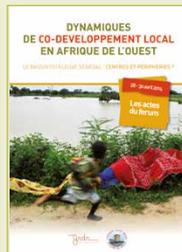
PUBLICATIONS & PRODUCTIONS du Grdr



1 >



2 >



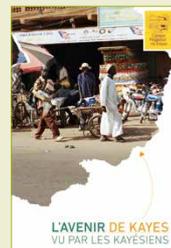
3 >



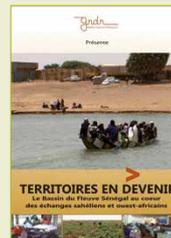
4 >



5 >



< 6



< 7



< 8



< 9

LES PUBLICATIONS

(Toutes les publications sont disponibles sur notre internet)

- 1 > Atlas de la Moyenne Vallée du Fleuve Sénégal
- 2 > Le classeur « Les outils et méthodes du développement local »
- 3 > Les actes du forum « Les dynamiques de co-développement local en Afrique de l'ouest : le Bassin du Fleuve Sénégal, un pôle au cœur de l'avenir »
- 4 > L'étude « Le système alimentaire de la région de Dakar »
- 5 > L'étude « La dimension locale de la dialectique Migration-Développement, le cas France-Sénégal »
- 6 > « Kayes vu par les kayésiens »

LES FILMS ET DOCUMENTAIRES

(Disponibles en DVD ou sur notre site internet)

- 7 > « Territoires en devenir : le Bassin du Fleuve Sénégal au cœur des échanges sahéliens et ouest africains » réalisé par **Ibrahima Diallo**
- 8 > « La santé ici et là-bas » réalisé par **Bénédicte Alloing**
- 9 > Film « Urgence et post-urgence, le projet Aide aux Personnes Déplacées du Nord-Mali » réalisé par **Elodie Wattiaux**



NOS FINANCES

en 2014

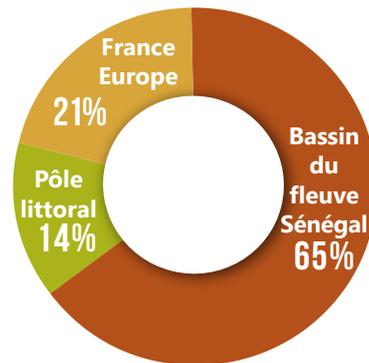
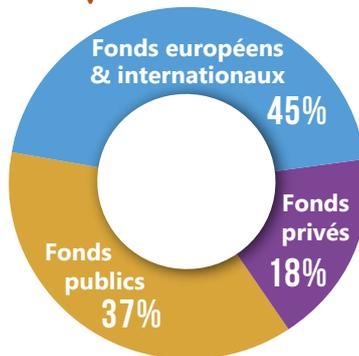
LE BUDGET EXÉCUTÉ EN 2014 EST DE 5,1 M€, soit une hausse de 31% par rapport à l'année 2013.

Cette forte hausse est pour l'essentiel liée à d'importants investissements réalisés pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal.

ORIGINE DES RESSOURCES

Les financements privés restent stables en volume et représentent 18% des ressources du Grdr en 2014. Les financements européens et internationaux augmentent en volume et représentent toujours 45 % des ressources. Les financements publics français toutes origines confondues, quant à eux, sont en légère augmentation, passant de 33 à 37 %.

REPARTITION PAR SOURCE DE FINANCEMENT



REPARTITION GÉOGRAPHIQUE DE L'ACTIVITÉ

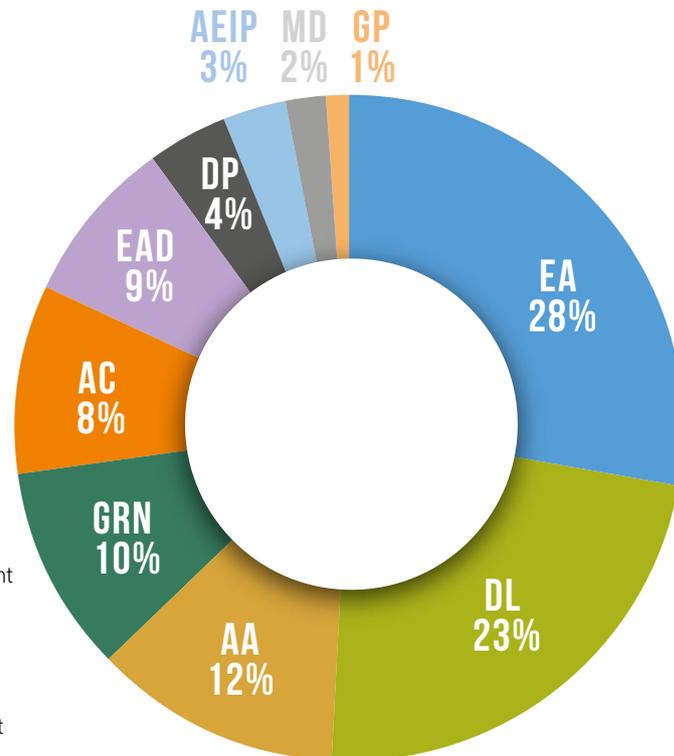
En 2014 l'activité sur le pôle Sahel est restée conséquente (65% en 2014 contre 69% en 2013), le pôle littoral, quant à lui, doublé son activité en 2014 (14%) avec le lancement du programme « Vers une gouvernance concertée des écosystèmes du littoral ». L'activité en France et en Europe est également stable en volume, à hauteur de 21 % de l'activité en 2014, et ce malgré la baisse des subventions et la généralisation des appels à projets.

NATURE DES ACTIVITÉS

Sur le plan thématique, l'activité du Grdr en 2014 se concentre sur trois piliers majeurs : Eau et assainissement, développement local et économique, sécurité alimentaire et gestion des ressources naturelles (73% de l'activité en 2014). Les actions sociales et sanitaires, les actions liées au genre et l'éducation au développement et à la solidarité internationales complètent notre intervention sur les territoires.

RÉPARTITION FINANCIÈRE PAR ACTIVITÉS

EA	Eau et Assainissement	EAD	Education au développement
DL	Développement Local	DP	Dialogue Politique
AA	Agriculture et Alimentation	AEIP	Appui à l'entrepreneuriat et Insertion Professionnelle
GRN	Gestion des Ressources Naturelles	MD	Migration et développement
AC	Accès aux droits et Citoyenneté	GP	Genre et Participation



En 2014, le Grdr a accueilli 8 missions d'audit et de contrôle pour ces programmes en France et en Afrique de l'Ouest. Ces missions ont toutes certifié nos rapports techniques et financiers avec des taux d'erreurs ou de dépenses inéligibles marginaux et non significatifs. Cela confirme la capacité des équipes du Grdr à mettre en œuvre avec sérieux et efficacité les projets qu'il réalise et le bien-fondé de la confiance que les partenaires placent dans notre association.



NOS RESSOURCES HUMAINES

I LE GRDR, ENTREPRISE SOLIDAIRE AGRÉÉE

En 2014 le Grdr a reçu l'**agrément** « **Entreprise Sociale et Solidaire** » attribué sur la base de critères rigoureux qui impliquent un écart limité entre les rémunérations des dirigeants et les salaires les moins élevés, ainsi qu'une gestion désintéressée de l'Association. Cet agrément permet au Grdr d'accéder à certaines facilités de financement et de crédit auprès de nos partenaires financiers et du système bancaire.

I AU 31 DÉCEMBRE 2014, LE GRDR C'EST :

62 salariés de droit local en Afrique (Sénégal, Mauritanie, Mali, Guinée-Bissau)

28 salariés de droit français dont 4 expatriés

2 contrats de génération

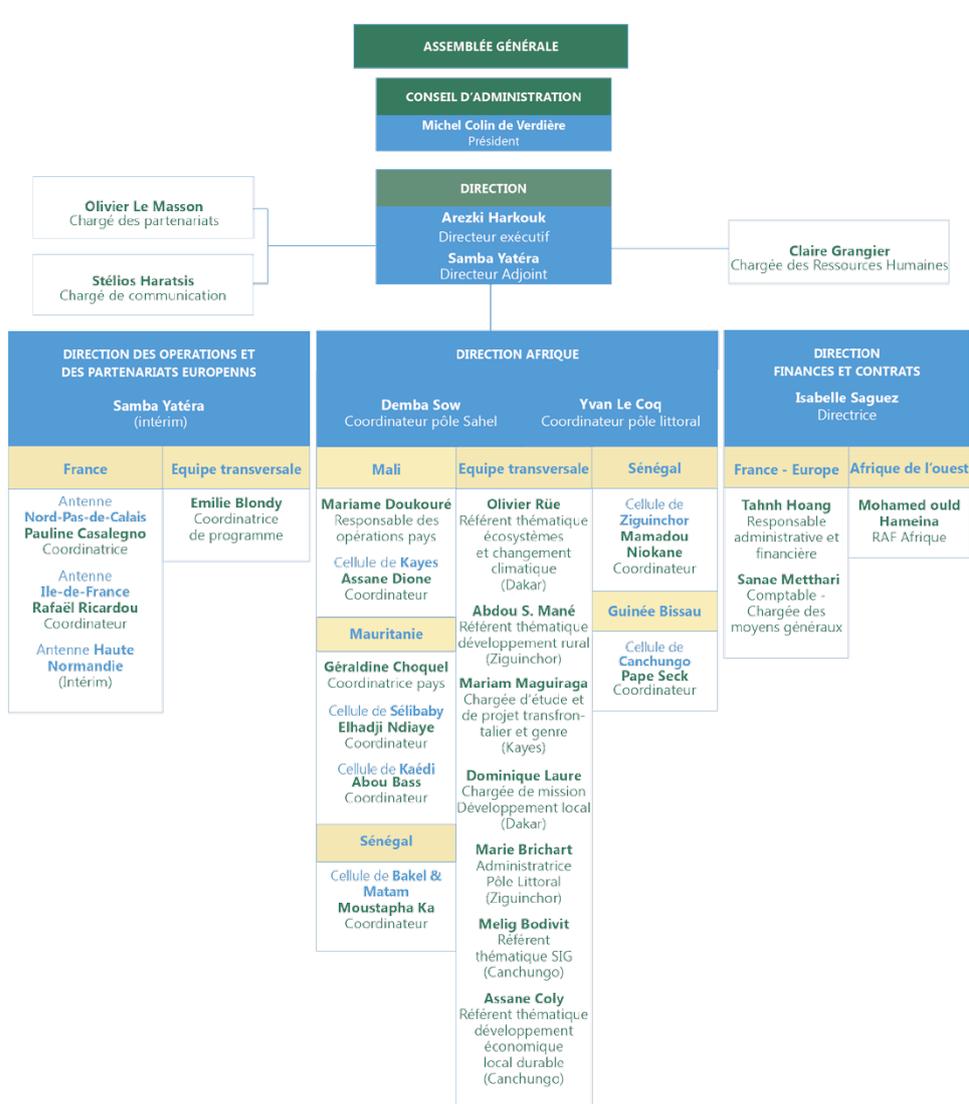
4 volontaires de solidarité internationale

8 volontaires en service civique.





NOTRE ORGANIGRAMME





LE GRDR DANS LES RÉSEAUX



I EN FRANCE ET EN EUROPE

> **Coordination Sud** se donne pour mission d'appuyer la professionnalisation des ONG françaises et de représenter leur position auprès des institutions publiques et privées. En 2014, les membres de CSUD ont participé à la consolidation du dialogue avec l'AFD et le Ministère des Affaires Etrangères, le suivi du cadre d'intervention transversal (CIT) AFD-ONG validé fin 2013. Au niveau européen, CSUD suit avec un regard intéressé et critique les travaux de CONCORD ;

Arezki HARKOUK est membre du Conseil d'Administration de CSUD jusqu'en juin 2016. Le Grdr est actif dans le comité de surveillance du FRIO et au sein des commissions Europe et Climat.

> **Le Groupe initiatives** réunit 10 ONG au sein d'un espace d'échange, de réflexion et de mutualisation des compétences afin d'unir leurs expériences et leurs savoir-faire. L'année 2014 a été riche en activités avec l'organisation des journées sur le changement d'échelles (octobre) et sur les enjeux et pratiques des nouvelles coalitions d'acteurs (janvier 2015). Le programme triennal 2012-2014

a été positivement évalué et les recommandations ont été prises en compte dans l'élaboration d'un nouveau programme 2015-2017 (cofinancements AFD).

Michel COLIN DE VERDIERE et Arezki HARKOUK sont mobilisés au sein du CA et le Grdr héberge actuellement Jérémy CASTEUBLE, coordinateur du réseau.

> **Le CRID** est un collectif d'une cinquantaine de membres associatifs et syndicaux autour d'une vision partagée de la solidarité internationale qui repose sur le partenariat et l'éducation au développement. Le CRID est partie prenante de la campagne Action Mondiale contre la Pauvreté (AMCP), active dans l'identification des Objectifs de Développement Durable (ODD), leurs cibles et leurs indicateurs de suivi et d'évaluation. Il s'est mobilisé pour que les mobilités soient prises en compte dans cette « grille post 2015 » et il anime le groupe « Des Ponts pas des murs » (DPPDM).

Emilie BLONDY et Olivier LE MASSON assistent régulièrement aux rencontres de DPPDM et aux réunions de l'AMCP. Ils relayent ainsi les travaux réalisés dans le cadre d'Eu-Nomad.

> **Le CFSI** regroupe une vingtaine de membres qui s'unissent pour affronter ensemble les enjeux du futur (justice sociale et réduction des inégalités, économie au service de l'homme, partage équitable et gestion durable des ressources naturelles de la planète). Trois axes thématiques ont structuré la programmation triennale 2014-2016 : comment nourrir le monde? Comment coopérer autrement en acteurs de changement ? Comment promouvoir une économie au service de l'homme ? L'année 2015 sera marquée par l'évaluation d'Alimenterre et par l'élaboration collective du nouveau cadre stratégique pour 2017-2020.

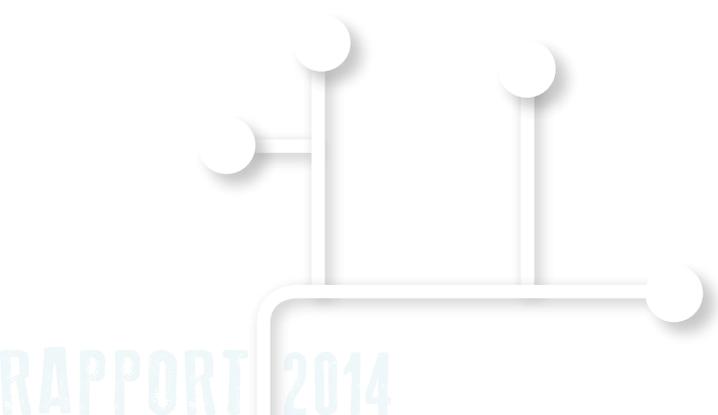
Pauline CASALEGNO représente le Grdr au Comité de Direction du CFSI. Germain LABONNE est membre du comité de pilotage du programme « coopérer autrement ».

> **Eunomad** est un espace public européen de dialogue pluri-acteurs créé en 2007 et qui a pour objet la valorisation des pratiques qui articulent les migrations, le développement, la citoyenneté et l'intégration. A l'échelle européenne, l'assemblée générale du réseau doit être prochainement organisée pour renouveler les instances dirigeantes. En 2014, la plateforme française d'Eunomad s'est réunie pour envisager la relance d'un programme d'activités de recherche-action et de capitalisation qui permettrait d'alimenter le dialogue politique dans un contexte euro-méditerranéen où ces questions sont très sensibles.

Le Grdr est un des membres fondateur (2007) et Emilie BLONDY assure le secrétariat de la plateforme France. Le Grdr, le Forim et Alianza por la Solidaridad sont actifs dans le cadre du Groupe « Migration » de Concord. Un partenariat avec CONCORD est envisagé.

> **Le F3E** est un centre de ressources autour des questions de solidarité internationale et de développement qui agit en faveur de l'innovation et de la professionnalisation des acteurs du secteur. L'année 2014 a non seulement été l'année du lancement du programme PRISME (démarche innovante d'apprentissage), mais aussi l'année d'évaluation du programme 2012-2014 avec une forte dimension prospective à échéance 2020. L'AG 2015 permettra de mettre en débat les nouvelles orientations envisagées.

Olivier LE MASSON a succédé en juin 2014 à Samba YATERA au Conseil d'administration du F3E. Il est aussi membre du comité de pilotage de l'évaluation et du comité de suivi du PRISME.



> **La Coalition Eau** est un regroupement de 28 ONG environnementales et de Solidarité Internationale qui œuvrent à la promotion de l'accès à l'eau et à l'assainissement durable pour tous. Active dans le plaidoyer européen et mondial pour le maintien d'un ODD sur l'eau et l'assainissement (cf. ODD N°6), elle l'est aussi en France auprès des Agences de l'Eau pour garantir l'esprit de la loi Oudin-Santini qui engage les acteurs de l'eau et de l'assainissement dans la solidarité internationale.

> **Le Programme Solidarité-Eau (PS-Eau)** vise à accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement.

I EN AFRIQUE DE L'OUEST

> **Le CONGAD** (ou Conseil des ONG) compte 178 organisations membres sénégalaises, africaines, européennes, américaines et internationales. Il s'est fixé pour objectif de relever les défis de la mondialisation par l'émancipation économique, sociale, culturelle et politique des populations en renforçant l'influence du mouvement des ONG dans le développement.

Le Grdr de Ziguinchor est membre du CONGAD régional.

> **La FECONG** est une plateforme de réflexion et d'action pour les collectifs et réseaux d'ONG. Elle concourt à l'élaboration, à la promotion et à la défense des politiques de développement au Mali. La FECONG assure le secrétariat du FOSC (Forum des Organisations de la Société Civile) interlocuteur des pouvoirs publics maliens et internationaux, notamment depuis la crise politique de 2012.

Le Grdr Kayes est membre de la Coordination régionale de Kayes (CR-ONG).

> **Le FONGIM** (Forum des ONG internationales au Mali) est un regroupement de 70 ONG internationales au Mali qu'il représente lors d'ateliers, séminaires ou conférences. Il assure la diffusion de l'information auprès de ces membres et est une force de plaidoyer et de représentation sur les politiques nationales et internationales. Il existe 9 groupes de travail. En 2015, le FONGIM retravaillera la cartographie des enjeux pour définir ses orientations prioritaires.

Le Grdr est membre de la commission de sécurité depuis 2011. Il s'est aussi inscrit fin 2014 aux groupes de travail « sécurité alimentaire » (Demba SOW), « efficacité du Développement » (Mariame DOUCOURE) et « énergie et climat » (Mbariké COULIBALY).



I AU MAGHREB

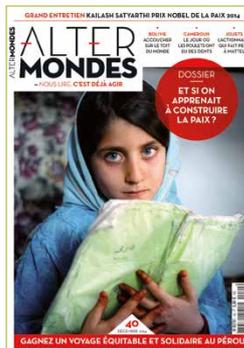
> **Le Programme Joussour** ou Programme Concerté Pluri-Acteurs PCPA-Algérie (pilotage CFSI) est un dispositif de coopération de société civile à société civile. Il est né de la volonté commune d'associations algériennes et françaises de soutenir des projets de qualité permettant la prise en charge de l'enfance en difficulté et l'insertion des jeunes.

Le Grdr a été membre du comité de pilotage de décembre 2012 à décembre 2014. Il a invité deux membres de l'association El Ghaïth au Forum « Développement local » de St Louis (avril). Des rencontres ont été organisées aussi à Montreuil. Des projets communs verront le jour en 2015 sur le thème du Développement Durable et concertation pluri-acteurs.

> **Le Programme Soyons actif/actives** ou PCPA-Tunisie (pilotage Solidarité Laïque) a été lancé en 2014 dans la foulée du « printemps arabe » après plusieurs mois de discussion entre ONG françaises et tunisiennes. Le programme est actuellement dans une phase de structuration progressive en trois axes : prospectif, politique et formateur. L'Assemblée plénière s'est réunie en janvier 2015 pour adopter une charte et définir les principes de fonctionnement. Des premières actions concrètes vont être proposées par les membres en 2015.

Le Grdr est membre du PCPA depuis décembre 2014. Il a mis en avant sa volonté de contribuer à la méthodologie du co-développement local, à promouvoir l'ouverture des territoires tunisiens via l'intégration du facteur « mobilité » dans les politiques locales de développement et à établir des connexions avec les territoires sahéliens entre les deux rives du Sahara. Il participera aux temps forts du programme et notamment à la réunion des acteurs Français du programme.

Revue Altermondes



Le Grdr est co-sociétaire de la revue alternative Altermondes.

Devenue la 1^{ère} coopérative d'intérêt collectif dans le monde de la presse, Altermondes est un trimestriel citoyen portée sur la solidarité internationale. Loin du discours médiatique anxiogène ambiant, Altermondes valorise des actions de solidarité, de citoyenneté, de développement durable, de droits humains... 45



LES PARTENARIATS,

un sujet au cœur de notre approche territoriale

Dans le cadre de la définition des 17 prochains Objectifs de Développement Durable (ODD), les Nations-Unies réfléchissent à revitaliser le partenariat mondial au service du développement soutenable et à renforcer les moyens associés (ODD N°17). Le Grdr inscrit cette question au cœur de son Plan d'action triennal 2015-2018. Ce dernier souligne le besoin d'identifier des complémentarités géographiques et techniques et l'importance de temps réguliers de suivi-évaluation pour développer des logiques d'alliance à des échelles plus importantes. Son ambition politique est d'impulser des dynamiques collectives de changement social.

ADAPTER LES PARTENARIATS AUX ÉCHELLES DE TERRITOIRES ET AUX ENJEUX DE COOPÉRATION

Depuis plusieurs années, mener des actions « en partenariat » est devenu une condition nécessaire et un élément clef d'évaluation de nos actions dans le cadre des différentes politiques publiques en France, en Europe et à l'international (politiques publiques et aide publique au développement, insertion socio-professionnelle, lutte contre les discriminations, éducation à la citoyenneté mondiale...). Pour que cela ne devienne pas une contrainte, les logiques partenariales sont devenues des éléments constitutifs de nos pratiques.

Dans sa charte, le Grdr rappelle qu'il « s'appuie sur des acteurs locaux engagés, dans son fonctionnement comme dans sa gouvernance. Les actions qu'il met en œuvre sont décidées à partir des lieux où elles sont développées, en Afrique de l'ouest comme en France ».

Fidèle aux principes de la recherche-action, il privilégie l'identification de ressources locales pour « renforcer les savoir-faire ». L'objectif est de garantir que les acteurs locaux dans leur diversité (autorités locales élues ou traditionnelles, pouvoirs publics, acteurs associatifs, entrepreneurs, partenaires de co-développement, etc.) sont en capacité de maîtriser les mécanismes de prise de décision et de mise en œuvre de l'action pour répondre aux enjeux sur leur territoire

À LA RECHERCHE DES COMPLÉMENTARITÉS ENTRE ANCRAGES GÉOGRAPHIQUES ET EXPERTISES TECHNIQUES

En fonction de ces enjeux et en considérant l'échelle d'action la plus pertinente, le Grdr a pu construire des partenariats très différents, certains plutôt ponctuels, d'autres s'inscrivant dans la durée avec des ONG, des organisations paysannes, des groupements de jeunes, des associations de femmes, etc. De plus en plus systématiquement, le Grdr y a associé les autorités locales élues dans le cadre des lois de décentralisation. Désormais, ce sont plus de 170 structures et institutions qui figurent sur la liste de nos partenaires et, avec chacune d'entre elle, le Grdr entretient des relations particulières.

Deux principes préalables intangibles régissent la politique partenariale du Grdr : d'abord ne pas rentrer en concurrence, ni géographique ni sectorielle, ensuite identifier les plus-values respectives de chaque partie.

A ces deux conditions s'ajoute le temps long nécessaire à la formulation de valeurs partagées, de diagnostics contextuels conjoints, d'élaboration des modalités d'action, de définition de règles partenariales claires, et enfin d'identification des risques à prendre et à répartir.

A partir de là, le Grdr travaille avec ses partenaires dans un cadre contractuel qui permet de baliser la route et de réguler les écarts qui ne manqueront pas de survenir.



DE NOMBREUX PARTENARIATS OPÉRATIONNELS MAIS DES ALLIANCES STRATÉGIQUES ENCORE TROP RARES

Pour « produire de la connaissance » (avec les acteurs locaux, les ONG spécialisées mais aussi les universités et centres de recherche) et parvenir à identifier précisément les enjeux de territoires qui déboucheront sur des programmes d'actions adaptés (services de base, énergie, sécurité alimentaire, gestion durable des écosystèmes...), le Grdr accompagne les processus de développement local. Il se montre particulièrement attentif aux logiques de gouvernance territoriale (pouvoirs et contre-pouvoirs, conflits et recherche du consensus...) et aux modalités de concertation pluri-acteurs qui sont les seules à pouvoir faciliter la mutualisation de connaissances, le partage du pouvoir et une redistribution plus équitable des richesses.

Mais, au-delà de ça « *le Grdr veut questionner, orienter et influencer les politiques publiques, en Afrique comme en Europe* » (cf. charte). Il s'agit dès lors de sortir des logiques « projets » pour nouer des alliances qui se donnent du temps pour engager des processus de changement sur des enjeux politiques afin de réduire les inégalités sociales ou territoriales. Par exemple, avec le CCFD-Terre solidaire sur le pôle Sahel (souveraineté alimentaire ou gouvernance et citoyenneté) ou avec la Région Ile-de-France et

le Conseil régional de Kayes (sur le développement local et les liens migration-développement), le Grdr a bâti des partenariats stratégiques qui ont permis d'articuler, avec les acteurs locaux et leurs partenaires, les différentes échelles d'expérimentation locale et de plaidoyer politique.



LA PRÉSENCE DU GRDR SUR LE « DOUBLE ESPACE », UN ATOUT MAJEUR POUR DÉCRYPTER LES INTERDÉPENDANCES ET RELEVER LES ENJEUX COMMUNS ENTRE « TERRITOIRES SOLIDAIRES » !

Dans un monde où les interdépendances entre régions se multiplient et où inégalités et précarité augmentent, les ODD vont proposer une feuille de route commune à l'ensemble des territoires de la planète, sortant du clivage Nord/Sud que les OMD maintenaient. Une nouvelle géopolitique mondiale qui bouleverse les relations « Nord-Sud » se dessine avec de nombreux défis à relever. Si les solutions ne sont pas universelles, le Grdr cherche à identifier dès à présent les « défis communs » qui pourront être relevés par des coopérations de territoire à territoire.

Le concept de « double-espace », cher au Grdr, présent à la fois « ici et là-bas », permet de souligner ces interdépendances et ces enjeux communs. Les migrants et leurs groupements, citoyens d'ici et là-bas et sources de solutions innovantes, sont des révélateurs de ces « enjeux partagés ». Pour le Grdr, renouveler des relations partenariales à la fois stratégiques et opérationnelles avec ces associations est une priorité. Avec eux, dans le cadre de nouvelles dynamiques de coopération décentralisée, il devient possible de penser les territoires en interaction, d'appréhender les migrations comme de puissants facteurs d'ouverture, vecteurs de partenariat de co-développement pour relever ici comme là-bas les défis d'aujourd'hui et de demain...

Le Grdr fait école...

Au cours de l'année 2013, le Grdr a été - aux côtés du GRET et d'AVSF - le chef de file du Groupe *initiatives* dans le cadre de l'organisation des premières « Journées Afrique sur le thème les partenariats au cœur des enjeux de territoires ». Début 2014, l'édition du *Traverse* N°42 et ses annexes a permis de conserver la mémoire d'un processus qui a regroupé les 10 associations membres et une quinzaine de leurs partenaires sur plusieurs temps d'animation sur une période de 10 mois.

Le processus s'est clôturé sur une « note de positionnement » qui rappelle que la solidarité peut et doit compléter le « principe de souveraineté » et transgresser les frontières pour « penser et faire ensemble, ici et là-bas ». Les 7 points de vue et recommandations impliquent nécessairement une évolution profonde des modalités d'intervention, des modèles économiques et de la gouvernance de nos organisations.

Le 15 octobre 2014, CSUD a organisé un séminaire sur « Le partenariat : enjeux, réflexions et pratiques » qui a permis de présenter et partager la méthode et les conclusions de ce processus.

<http://www.groupe-initiatives.org/Traverses-no42.html>



NOS PARTENAIRES

INSTITUTIONS PUBLIQUES

- Ministères français (Affaires Etrangères et Développement International, Affaires Sociales, Intérieur (Directions Accueil, Accompagnement des Etrangers et de la Nationalité, Ville Jeunesse et des Sports)
- Agence Française de Développement
- L'ACSE nationale et régionale (France)
- DRJSCS Ile-de-France et Haute-Normandie (France)
- CGET Commissariat Général à l'Egalité des Territoires (France)
- Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (France)
- Agences de l'eau : Artois-Picardie, Loire-Bretagne, Seine-Normandie (France)
- Agence Régionale de Santé de Haute-Normandie (France)
- Direction Nationale des Collectivités Territoriales (DGCT) (Mali)
- Directions Régionales de la Santé de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- Directions Régionales de l'Agriculture de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- Directions Régionales du Développement Sociale et de l'Economie Solidaire des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso (Mali)
- Direction Nationale des Frontières (Mali)
- Commissariat à la Sécurité Alimentaire (Mali)
- Chambre Régionale des Artisans de Kayes (Mali)
- Gouvernorat de Kayes et Koulikoro
- Agence nationale pour la promotion de l'emploi (ANPE) et l'agence nationale pour l'emploi des jeunes (APEJ)
- Direction Nationale des Collectivités territoriales (Mauritanie)
- Direction de l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale - (DATAR-Mauritanie)
- Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS-Mauritanie)
- Cabinets de planification régionale de Cacheu et de Oio (Guinée Bissau)
- Ministère de la Gouvernance locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (Direction de la Décentralisation, Direction des Stratégies de Développement Territoriale) – Sénégal
- ARD de Matam, Tambacounda, Sédhiou et Ziguinchor (Sénégal)
- Chambre de commerce et Chambre des métiers de Ziguinchor
- Direction de l'Assainissement (Sénégal)

- Comités départemental de développement de Bakel, de Sedhiou, d'Oussouye (Sénégal)

COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

- Commission Européenne
- AECID Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (Espagne)
- Fonds International de Développement Agricole (FIDA)
- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
- Organisation Internationale des Migrations (OIM)
- Coopération Suisse
- Coopération japonaise (JICA)
- Coopération américaine (USAID)
- Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA)
- Commission Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)
- Comité Inter-Etats pour la Lutte contre la Sécheresse au Sahel (CILSS)
- CSAO/OCDE.
- ACD - Mali
- ADR - Mali
- Asprofer (Mali)
- AOPP (Mali)
- AGED et CIDS
- RHK (Mali)
- Chambre Régionale d'Agriculture de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- Coordinations Régionales des ONG de Kayes et de Koulikoro (Mali)
- Conseil patronal de la région de Kayes (CPRK)
- EMDK (Mali)
- URCAK (Mali)
- Réseau Régional des femmes élus (Mali)
- WILDFAF (Mali)
- ODELADEMO (France/Mali)
- Chambre Régionale de l'Agriculture (Mali)
- Assemblée Permanente des Chambre d'Agriculture du Mali (APCAM, Mali)
- AMASSA Afrique Verte Mali
- CICODEV Afrique
- ENDA Pronat (Sénégal)
- CNCR (Sénégal)
- CRCR - Ziguinchor (Sénégal)
- CRCR - Dakar (Sénégal)
- FONGS
- Plates-formes des acteurs eau et assainissement Matam Tambacounda
- Réseau des CLCOP de Bakel et Kanel

PARTENAIRES ASSOCIATIFS

EN AFRIQUE DE L'OUEST

- AMPG et AmaïG- Mauritanie
- CNOP - Mali

- CONGAI (Guinée Bissau)
- COAJQ (Guinée Bissau)
- Univers-sel (Guinée Bissau, Sénégal)
- IDEE Casamance (Guinée Bissau, Sénégal)
- USE (Sénégal)
- Action Aid (Sénégal)
- CORENA Tambacounda (Sénégal)
- ECIDEC Matam (Sénégal)
- ECODEV (Mauritanie)
- TENMIYA (Mauritanie)
- AMAD (Mauritanie)
- Vision du Sud (Mauritanie)
- Nature Mauritanie (Mauritanie)

PARTENAIRES ASSOCIATIFS EN EUROPE

- Alianza por la Solidaridad (Espagne)
- GAO Cooperazione Internazionale (Italie)
- AFFORD (UK)

PARTENAIRES ASSOCIATIFS EN FRANCE

- CCFD - Terre Solidaire
- Secours Catholique / Caritas
- La Cimade
- CUF
- France Volontaires
- Cari GTD
- GAME
- GARD Canada
- Association Aubervilliers-Bouilly pour le Développement et l'insertion (ABDI)
- Eau vive
- FORIM
- AGDF (Guidimakha Danka)

- CADERKAF (Coordination de Kayes)
- HCME (Haut-Conseil)
- ADPE (Guinée Bissau)
- Immigration-Développement-Démocratie (IDD)
- RAME
- FADERMA (Matam, Sénégal)
- CNJMF (Mali)
- Deuxième génération (Mali)
- Diasma (Mali)
- CEFOM
- Centre social J2P
- Centre social Etincelles
- AFAS association des femmes africaines solidaires
- Service Coopération Développement
- Lianes Coopération
- UNADEL/ADELS
- Centre d'animation Curial
- Ligue de l'enseignement
- Maisons des Associations de Tourcoing
- Rencontres Audiovisuelles

AUTRES PARTENAIRES

- Burgéap
- Cémis (Belgique)
- Musée de l'histoire de l'immigration (ex CNHI)

AUTORITÉS LOCALES

- Comité d'Etat de la ville de Canchungo
- Conseil Régional de Kayes
- Conseil Régional de Koulikoro
- Conseil Régional de Ziguinchor
- Conseil Régional de Sédiou
- Conseil Régional de Tambacounda

- Conseil Régional de Matam
- Conseil Régional Ile-de-France
- Conseil Régional du Centre
- Conseil Régional Nord-Pas de Calais
- Conseil Régional Haute-Normandie
- Conseils départementaux du 62, 76, 78, 91, 93
- Conseil de cercle de Kayes
- Groupements d'Intérêt Communautaire de Bakel
- Groupement d'intérêt communautaire du Bossea
- Communauté de Communes du Cœur d'Ostrevent
- Plaine Commune
- Syndicat des eaux : SIARCE, SEDIF ...
- Mairie de Rouen
- Mairie de Montreuil
- Mairie d'Aubervilliers
- Mairie de Lille
- Mairie de Paris
- Mairie de Saint-Denis
- Mairie de Bakel
- Mairie de Kidira
- Mairie de Sélibaby
- Mairie de Tambacounda
- Conseil départemental de Bakel
- Commune de Ouonck
- Mairie des Parcelles Assainies
- Mairie de Wakhinane Nimzatt
- Mairie de Thiaroye sur Mer
- Mairie de Rufisque Nord
- Association des Maires et Parlementaires du Gorgol
- Association des Maires du Guidimakha

ETABLISSEMENTS ET LABORATOIRES DE RECHERCHE

- CERDI
- IRTS
- IRD
- Université de Nouakchott
- Université Assane Seck de Ziguinchor
- Université Gaston Berger de Saint Louis
- IFAN (UCADakar)
- CEPED
- Universcience - Cité des Métiers
- ISRA BAME (Casamance)
- Institut Polytechnique Rural de Katibougou.

FONDACTIONS

- Fondation Abbé Pierre
- Fondation Michelham of Hellingly
- Fondation de France
- Fondation Ensemble
- Fondation Farm
- Fondation Intervida
- Fondation Seed
- Fondation RAJA
- Fondation Anna Lindh
- Fondation pour la Nature et l'Homme
- Fondation SNCF.

BANQUES

- Banque de l'Afrique Occidentale (BAO)
- Crédit Coopératif.



GRILLE DES PROGRAMMES

DL	Développement Local	AC	Accès aux droits et Citoyenneté
AE	Appui à l'Entrepreneuriat	IP	Insertion Professionnelle
GP	Genre et Participation	MD	Migration et développement
AA	Agriculture et Alimentation	DP	Dialogue Politique
EA	Eau et Assainissement	EAD	Education au développement
GRN	Gestion des Ressources Naturelles		

1. Les programmes du pôle France-Europe

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Baïlleurs, budget, durée
France (Ile-de-France)	AC	Accompagnement des femmes immigrées vieillissantes pour leur accès aux droits socio-sanitaires (FEVI)	Lever les freins rencontrés par les femmes immigrées vieillissantes dans l'accès aux droits socio-sanitaires. Lutter contre leur isolement et permettre aux intervenants sociaux de mieux appréhender les enjeux de cette situation.	Femmes immigrées vieillissantes sur les territoires de Paris (19e et 20e arrondissements) et de la commune d'Aubervilliers, associations, services sociaux et institutions	CARITAS, FEI, CNAV 105 000€
	GP				
France (Ile-de-France)	MD	Initiatives citoyennes pour le développement durable (Ici DD)	Permettre aux habitants en Ile-de-France d'être des acteurs à part entière des processus de décisions concernant l'aménagement et l'amélioration de leur cadre de vie. Renforcer les compétences des associations, notamment de jeunes, pour démultiplier les actions de sensibilisation. Favoriser l'implication de jeunes franciliens dans le champ du développement durable	Le public francilien, jeunes des établissements scolaires et des centres sociaux, associations de jeunes, acteurs du développement durable, pouvoirs publics...	Région Ile-de-France, CCFD-TS 20 000€
	EAD				
France (Ile-de-France)	IP	Programme de Promotion Socioprofessionnelles des Migrants (PPSPM)	Favoriser l'insertion socio économique des migrants éloignés de l'emploi, par l'acquisition de compétences, la mise en relation, l'appui de projets d'activités économiques. Promouvoir la diversité culturelle comme outil de prévention de la discrimination cumulée	Migrants (parcours d'emploi et porteurs de projets économiques), associations, institutions, partenaires techniques et opérationnels, intermédiaires de l'emploi	Région Ile-de-France directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) et région Ile de France 65 000€
	AE				
France (Ile-de-France)	GP	Programme de soutien et de valorisation des Initiatives Féminines (PRIF)	Favoriser les processus d'insertion sociale et citoyenne des femmes et les consolider à travers le renforcement des compétences et l'appui conseil.	Femmes immigrées, associations, institutions, professionnels de l'action sociale et économique	Région Ile-de-France La direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN) et Région Ile de France 38 000 €
	IP				
France (Ile-de-France)	AC	Vieillesse foyer Montreuil (VIMT)	Favoriser l'accès aux droits sociaux et de santé des personnes âgées immigrées et lutter contre leur isolement.	Résidents de 5 foyers de travailleurs migrants de la commune de Montreuil, associations, services sociaux et institutions	Mairie de Montreuil 100 000€
France (Ile-de-France)	DL	Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Local	Renforcement des fédérations de migrants Organisation des missions double espace Animation des formations Appui aux projets de Co-développement Appui aux projets de développement économique	Fédérations de migrants ONG Institutions	Région Ile-de-France 61 529€
	MD				
	EAD				

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
France (Ile-de-France)	AC	Accompagnement des familles primo-arrivantes et soutien à la réussite scolaire des enfants (SCOL)	Renforcer l'implication des familles dans le suivi scolaire et améliorer leur relation à l'institution scolaire. Développer un réseau d'acteurs actifs en vue de mieux faire connaître les dispositifs	Enfants/élèves Familles enseignants et personnels éducatifs Professionnels Associations Institutions	Région Ile-de-France La direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN) Ministère de la Jeunesse et des Sports 57 000€
	IP				
France (Ile-de-France)	MD	Migrations et gouvernance mondiale : citoyens « ici » et « là-bas »	Rencontre débat portant sur le respect des droits des migrants et la gouvernance mondiale des migrations, et les rapports entre migrations et développement.	Acteurs de la société civile, représentants des pays d'émigration et d'immigration, institutions, ONG	CCFD-Terre Solidaire 5 000€
France (Nord-Pas-de-Calais)	AC	Favoriser l'accès aux droits socio-sanitaires des femmes immigrées et leur insertion sociale, en s'appuyant et valorisant les dynamiques locales de quartiers (Lille) (SAFE)	Favoriser l'intégration des femmes par leur accès aux droits socio-sanitaires en s'appuyant et en valorisant les dynamiques locales du quartier du Faubourg de Béthune. Travailler au décloisonnement, favoriser la mobilité (entre les quartiers), renforcer l'estime de soi et construire une citoyenneté active.	Femmes immigrées et associations, professionnels et bénévoles travaillant auprès des femmes immigrées	Fonds Européen d'Intégration, Fondation De France, CUCS, ADVA 75 000€
France (Nord-Pas-de-Calais)	MD	Territoires Solidaires (TESI)	Valoriser les parcours migratoires pour mieux vivre ensemble sur les territoires d'accueil Appuyer et accompagner des projets de coopération entre les territoires Alimenter le plaidoyer et les débats publiques sur les questions de migration-citoyenneté et développement	OSIM, Collectivités Locales, Collèges, acteurs du milieu rural, associations de solidarité internationale	Conseil Général Pas-de-Calais, Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, ADVA, SNCF 100 000€.
	EAD				
France (Haute-Normandie)	AC	Accompagnement des femmes immigrées vieillissantes pour leur accès aux droits sanitaires (APA) (AFAI)	Lever les freins que rencontrent les femmes immigrées vieillissantes pour l'accès aux droits socio-sanitaires, lutter contre leur isolement et permettre aux intervenants sociaux de mieux appréhender les enjeux de cette situation.	Femmes immigrées vieillissantes qui habitent surtout dans les quartiers sensibles. Les Hauts de Rouen (Châtelet, la Lombardie, la Gramarre et le Quartier Grammont. Le Havre : Bois-de-Bléville, Caucruville et Evreux : Quartier de la Madeleine.	Caisse Nationale D'Assurance Vieillesse (CNAV), Direction départementale de la cohésion sociale Direction régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) 10 000€
France (Haute-Normandie)	AC	Accompagnement et mise en réseau des acteurs intervenant auprès du public âgé immigré (AMAR)	Améliorer la qualité des interventions des professionnels dans les domaines sociaux et médico-sociaux auprès du public migrant âgé afin de contribuer à une meilleure prise en charge du public migrant vieillissant et notamment des femmes.	Acteurs intervenant dans les domaines sociaux et médico-sociaux de Haute-Normandie d'Ile de France.	Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN) 37 000€

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
France (Haute-Normandie)	DL	Education -prévention santé sur la contraception, les grossesses multiples et les infections sexuellement transmissibles des femmes (INSASS –EPSF)	Sensibiliser et informer les femmes pour faire évoluer leurs représentations et comportements sur les grossesses multiples, la ménopause, les infections sexuellement transmissibles et les mutilations sexuelles. Aborder les conséquences sur la santé causée par les violences faites aux femmes et renforcer le rôle des associations en matière de prévention et d'éducation. Informer les hommes issus de l'immigration sur les IST, contraception, multi grossesses et les mutilations sexuelles	Sensibiliser et informer les femmes pour faire évoluer leurs représentations et comportements sur les grossesses multiples, la ménopause, les infections sexuellement transmissibles et les mutilations sexuelles. Aborder les conséquences sur la santé causée par les violences faites aux femmes et renforcer le rôle des associations en matière de prévention et d'éducation. Informer les hommes issus de l'immigration sur les IST, contraception, multi grossesses et les mutilations sexuelles	Direction de l'accueil, de l'accompagnement des étrangers et de la nationalité (DAAEN) 30 000€
	AA				
Europe (France, Espagne, Italie)	EAD	Les Organisations de Migrants pour le Développement dans l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement « Les OMD pour les OMD »	Renforcer les capacités des associations de migrants dans la construction d'une offre d'éducation à la solidarité internationale. Valoriser leur rôle dans l'atteinte et la redéfinition des OMD. Proposer de nouveaux outils pédagogiques et de plaidoyer en France et en Europe pour valoriser le rôle des migrants en faveur du développement durable aussi bien au « sud » qu'au « nord »	En France, Espagne et Italie : associations et fédérations de migrants d'Afrique sub-saharienne et du Maghreb, acteurs de solidarité internationale, collectivités locales, établissements d'enseignement, institutions nationales et européennes	UE - AFD 1 185 000€ (2013-2015)
Pôle Europe	MD	Etude sur la dimension locale de la dialectique Migration-Développement	Dégager les pistes qui permettront d'intégrer la mobilité comme facteur de développement à l'échelle des territoires. Proposer des outils d'expérimentation pour permettre aux acteurs des collectivités territoriales et aux migrants d'optimiser ensemble leurs pratiques.	Collectivités territoriales	AFD 40 000€

2. Les programmes du pôle Sahel

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
Mauritanie, Sénégal, Mali (Sélibaby, Kaédi, Bakel, Kayes)	DL	Programme d'appui aux initiatives de développement local et de coopération territoriale (PAIDEL-CT)	Renforcer les initiatives et dispositifs permettant d'appuyer durablement les processus de développement local et la mise en œuvre de politique d'aménagement du territoire conforme à la décentralisation	Elus locaux, Organisations communautaires de base, Organisations de la société civile.	AFD, UE, 3 100 000€ (2010-2014)
	AE				
Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal, Burkina Faso (Sélibaby, Kaédi, Bakel, Kayes)	AA	Projet pour l'émergence d'un dialogue politique concerté sur la sécurité alimentaire dans les territoires transfrontaliers du Mali, de la Mauritanie, du Sénégal, du Niger et du Burkina Faso (DIAPOCO)	Renforcer les capacités des organisations paysannes, de leurs membres et des élus des collectivités locales afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones transfrontalières et enclavées	Organisations paysannes (OP) de base, Conseils Régionaux de Kayes, Matam, Tambacounda, Fédérations d'éleveurs etc.	CCFD-Terre Solidaire 900 000€
	DP				

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
Mauritanie (Sélibaby)	AA	Protection des sols agro-pastoraux et gestion durable des ressources naturelles du bassin du Karakoro (CILS)	Sécuriser les zones de production agro-pastorale face aux changements climatiques et préserver les potentialités sylvo-pastorales par l'aménagement du bassin versant du Karakoro. Préparer les populations à une gestion durable des ressources naturelles	Commune de Bouly Population 14906 personnes	CILSS 113 000€
	EA				
Mauritanie (Sélibaby)	GRN	Projet de gestion durable de la rônèraie du Karakoro, Commune de Bouly (GRDK)	Gérer durablement et de façon concertée l'éco-système de rônèraie de la commune de Bouly, en dotant les communautés locales d'outils adéquats pour une exploitation rationnelle	Commune de Bouly Population 14906 personnes	Nature Mauritanie 332 000€
Mauritanie (Sélibaby)	EA	Projet intercommunal de gestion intégrée des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Karakoro (IGIR)	Sécuriser les zones de production agropastorale face aux changements climatiques et préserver les potentialités sylvo-pastorales par l'aménagement du bassin du Karakoro et la formation des populations à une gestion durable des ressources naturelles	Commune de Khabou, Baidiam et Soufi (55.000 habitants)	Union Européenne, communes concernées, Nature Mauritanie 545 000€
Mauritanie (Sélibaby)	GRN	Projet d'assainissement autonome des eaux usées de la ville de Sélibaby (Eausé)	Améliorer durablement l'accès à l'assainissement des ménages de Sélibaby par l'appui à la réalisation d'infrastructures sanitaires permettant d'améliorer la qualité de vie. Faciliter les conditions de circulation dans les villes grâce à une diminution des mares d'eaux usées.	Commune de Sélibaby (30 000 habitants)	Union Européenne, Commune de Sélibaby 80 000€
Mauritanie (Sélibaby)	GRN	Aide humanitaire d'urgence - intervention dans la région du Gorgol en Mauritanie (ARECA)	Améliorer l'accessibilité et la disponibilité des céréales et légumineuses locales pour une réponse durable à l'aide alimentaire. Mise à disposition de semences de sorgho et niébé aux exploitants de la zone ciblée	Exploitants agricoles de la zone ciblée	Région Centre, CCFD-TS 90 000€
Mauritanie (Sélibaby)	AA	Projet pour la promotion des pôles de production maraichère pour un approvisionnement durable des marchés locaux du Guidimakha	Appuyer et sécuriser la production maraichère par des techniques innovantes de production, afin de limiter le recours aux intrants chimiques. Accroître les revenus des producteurs et garantir l'approvisionnement durable en légumes des marchés urbains.	1964 personnes	CFSI, Collectif des Unions de Coopératives du Guidimakha (CUCG) 105 000€
Mauritanie (Sélibaby)	EA	Amélioration à l'accès à l'eau potable dans 3 localités de Gouraye (KORKORO)	Améliorer les conditions de vie des populations du Karakoro, Campement et Foulé, en renforçant l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement	2700 personnes	L'association pour le Développement du Karakoro (ADK) 51 000€
Mauritanie (Sélibaby, Kaédi)	EA	Mise en œuvre de l'approche Assainissement Total Piloté par la Communauté dans le Gorgol et l'Assaba (ATCP)	Sensibiliser les ménages ciblés à l'auto-assainissement	23 500 personnes	Ministère mauritanien de l'hydraulique 205 000€

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
Mauritanie (Kaédi)	AA	Projet de valorisation des produits du petit élevage et de gestion concertée des parcours agropastoraux du Gorgol (PROVAPEG)	Contribuer à l'amélioration de la productivité du petit élevage, à la valorisation des produits animaliers, à la salubrité des denrées alimentaires d'origine animales (Lait et Viande) et à la santé des populations. Contribuer à une gestion concertée des parcours agropastoraux. Renforcer durablement les partenariats entre acteurs non étatiques, autorités locales et acteurs de développement.	Coopératives féminines, ménages ruraux, Acteurs de la filière Bétail viandes (bouchers, courtiers, transformateurs), Communes, Services techniques Régionaux (Direction régionale Développement Rural, Direction Régionale de l'Environnement et du Développement Durable, Direction Régionale de l'Action sanitaire et Sociale), Organisations Agropastorales.	UE, CFSI, CCFD-TS 534 000€
Mauritanie (Kaédi)	AA	Projet d'appui aux filières porteuses (PAFIP)	Contribuer à la réduction de l'insécurité alimentaire et au développement économique régional en accompagnant des acteurs de la filière patate douce, sorgho et lait	Producteurs, l'association des maires et parlementaires et l'Association Mauritanienne pour l'Auto-développement (AMAD)	Région Centre 62 000 €
Mauritanie (Kaédi)	AA	Promotion de l'agriculture familiale dans le Gorgol (PAPA)	Le projet vise à promouvoir des initiatives des agropastorales à travers la valorisation des produits locaux (lait, patate douce, Maraichers, avicole).	Producteurs locaux	Fondation de France/ CFSI 49 708 €
Mauritanie (Kaédi)	EA	Projet d'eau et d'assainissement dans le Gorgol et le Guidimakha (PEAGG)	Améliorer durablement l'accès à l'eau et à l'assainissement de 26 localités rurales du Gorgol et du Guidimakha	Populations locales Tenmiya, Burgeap, AMPG, communes, artisans, services techniques déconcentrés	UE, AFD, AELB, Région Centre, APAU 3 290 350€ (2010-2014)
Mauritanie (Kaédi)	AA	Lutte contre la pauvreté dans l'Aftout sud et le Karakoro (PASK)	Réaliser la phase préparatoire des aménagements des barrages à Mbout, Ould Yengé et Kankossa.	Programme PASK/FIDA	PASK 339 890 €
Mauritanie (Kaédi)	AA	Renforcement de la résilience des éleveurs vulnérables du Sahel (MFAO)	Organiser une formation sur les systèmes d'alertes précoces et la gestion durable des ressources pastorales au profit de 75 pasteurs de la région	FAO	FAO Montant : 18 733 €
Sénégal (Bakel)	DL	Projet d'amélioration de la propreté de la ville de Bakel (ACV)	Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et de la santé des populations de la ville de Bakel. Mettre en place les conditions optimales pour une meilleure gestion des ordures ménagères à Bakel	Commune Bakel, Association Bakel ville propre, district sanitaire de Bakel, Brigade d'hygiène, Service de l'assainissement Service de l'environnement	UE, Mairie de Bakel 145 000€
	EA				
Sénégal (Bakel)	DL	Assainissement Durable de la ville de Kidira (ADK)	Contribuer à l'amélioration du cadre de vie et de la santé des populations de la ville de Kidira. Mettre en place les conditions optimales pour une meilleure gestion des ordures ménagères à Kidira	Commune Kidira, district sanitaire de Kidira, Brigade d'hygiène, Service de l'assainissement Service de l'environnement	UE, Mairie de Kidira Montant budget global : 119 000€
	EA				
Sénégal (Bakel)	AA	Développement Economie Durable et Écocitoyenneté (DEDE)	Promouvoir la préservation de l'environnement, la prise de conscience de sa richesse et de son rôle dans l'amélioration des conditions de vie à travers la valorisation des produits forestiers sur les marchés urbains	Les collectivités locales, leurs élus, et les Organisations Communautaires de Base (OCB) tels les Groupements d'Intérêt Économique (GIE), Groupements de Promotion Féminine (GPF), Associations de Jeunes, etc	CFSI, CORENA, Groupe- mentaires bénéficiaires 48 000€
	AE				
	GRN				

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
Sénégal (Bakel)	AE	Emergence des micro-entreprises rurales pour nourrir les villes (Emer-VILLES)	Mettre à profit le fort potentiel agricole de la zone rurale afin de lutter contre la pauvreté par la promotion de la micro entreprise rurale. Contribuer à la promotion de l'agriculture familiale et à la sécurité alimentaire durable au Sénégal.	L'Unité de transformation laitière de Dembanané, (GIE des femmes), l'Espace d'irrigation de Ngouronne (GPF de Ngouronne), la foresterie sociocommunautaire de Gandé (GIE des femmes) et l'unité de transformation céréalière de Bakel (Association Goundeyni)	CFSI, UE, AFD, Groupements bénéficiaires 80 000€
	AA				
	DL				
Sénégal (Bakel)	EA	Prestation pour la formation et la supervision des activités des comités villageois, des relais et des maçons, et la fourniture et le transport des matériaux de construction de latrines dans les sites d'extension dans la région de Matam dans le cadre du projet HygiAss rural(JICA) dans la région de Matam	Contribuer à l'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement des populations en milieu rural par la réalisation et la promotion de latrines familiales en s'appuyant sur les acteurs locaux (comités villageois, relais et maçons locaux)	Ménages ruraux Collectivités locales Service régional de l'assainissement Brigade régionale d'hygiène	Coopération japonaise (JICA) et ménages bénéficiaires 266 000€ (2014-2015)
	DL				
Sénégal (Bakel)	AC	Programme de développement communautaire (PDC)	Mettre en œuvre le Programme de Développement Communautaire dans la commune de Bakel et les villages environnants à travers une stratégie d'intervention concertée pour contribuer à l'éradication de la pauvreté	Populations de la commune de Bakel, femmes leaders, enfants inspection de l'Education et de la formation (IEF), CODEC, SDDC, Action sociale Mairie de Bakel	Action-Aid International Sénégal 69 000€ (2014)
	GP				
Sénégal (Bakel)	AA	Renforcer l'Accès et la Compétitivité des Produits Agroalimentaires Ruraux (RAPCAR)	Renforcer le fort potentiel des micros-entreprises rurales (MER) afin de consolider les acquis pour promouvoir une agriculture familiale durable et saine pour la commercialisation dans les marchés urbains. Consolider la dynamique entrepreneuriale des MER par le biais du renforcement technique de capacités afin de rendre les produits plus accessibles et plus compétitifs sur les marchés urbains.	L'Unité de transformation laitière de Dembanané, (GIE des femmes), l'Espace d'irrigation de Ngouronne (GPF de Ngouronne), la foresterie sociocommunautaire de Gandé (GIE des femmes), l'unité de transformation céréalière de Bakel (Association Goundeyni) et le Groupement des femmes pour la solidarité de Doundé	CFSI, Fondation de France, Groupements bénéficiaires 42 000€
	DP				
	AE				
Mali (Kayes, Koulikouro, Sikasso)	AA	Projet d'Aide aux Personnes Déplacées des régions Nord du Mali et leurs familles d'accueils dans trois régions du Sud du Mali : Kayes, Sikasso et Koulikoro (APDM, APDF, APDB)	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et sanitaire des familles déplacées et d'accueils dans les 3 régions du sud du Mali (Kayes, Koulikoro et Sikasso). Renforcer la sécurité alimentaire des familles paysannes vulnérables par l'augmentation de leurs rendements agricoles. Appuyer les banques de céréales des communes d'accueil des personnes déplacées des régions du Nord dans les régions de Kayes et Koulikoro.	Familles déplacées et d'accueil des régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso; les paysans des régions de Kayes et Koulikoro ; les Organisations paysannes des régions de Kayes et Koulikoro. Organisations paysannes et les Banques de Céréales de la région de Koulikoro. Partenaires : Gouvernorats, AMASSA, ACD, Services techniques régionaux (DRA, DRDSES, DRS), Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) Mairies, les OP, les BC, les COREN, Conseil Régional, Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), AMASSA, ACD, Services techniques régionaux (DRA, DRDSES, DRS), Chambre Régionale d'Agriculture (CRA) , Mairies, les Organisations Paysannes, le COREN, CR-ONG, Institut Polytechnique Rurale de Katibougou,	SCAC et Fondation de France 526 230€ (2013/2014) 25 000€ pour 6 mois de décembre 2014 à Mai 2015 (Fondation de France)

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
Mali (Kayes)	EA	Accès à l'eau et à l'assainissement des Communes du Guidimakha Kafo (ACGK)	Contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations démunies par le renforcement du pouvoir d'action des acteurs locaux, l'accès durable à l'eau potable et aux meilleures conditions d'hygiène et d'assainissement.	Populations des 9 communes de l'ACGK, en particulier les femmes et les Elus. Comités et associations de gestion des points d'eau, écoles et structures de santé, personnel enseignants, Services techniques régionaux en charge de l'eau et de l'assainissement Artisans et maçons locaux	Plaine commune, AESN, AGDF et ACGK 250 000 € sur 2 ans
Mali (Kayes)	MD	Espace migration développement dans la région de Kayes 2014-2015 : Projet de Renforcement des Liens « Dynamiques Territoriales et Mobilités » consolider l'animation de l'EMDK	Formuler une stratégie régionale migratoire en région de Kayes	Conseil Régional de Kayes (CRK), Espace Migration et Développement en région de Kayes (EMDK) : Associations de migrants sur le retour, Collectivités territoriales, Syndicats de collectivités, OSC	CCFD-TS 10 000 €
Mali (Kayes)	GP	Campagne de Plaidoyer sur la Place des Femmes de la Région de Kayes aux Elections Locales (GOUF)	Renforcer significativement la représentation et la participation des femmes rurales au processus décisionnel local (accompagner les femmes pour se positionner significativement dans le processus décisionnel local).	Femmes de la région de Kayes Bénéficiaires directs : 200 femmes leaders, 168 organisations féminines, 123 élu(e)s, 168 leaders communautaires de 15 communes (9 de l'intercommunalité ACGK + 6 de l'intercommunalité CPCD et la ville de Kayes). Partenaires : ASPROFER, DRPSIAP, DRPFEF, AMM, CAUCUS des femmes élues de Kayes	CCFD-TS 5 000 €
Mali (Kayes)	AA	Odelademo Maraichage Komodindé (ODMO)	Améliorer la sécurité alimentaire à travers l'accès des producteurs du village aux intrants maraichers par la mise en place de fonds de roulement des semences gérées par le groupement féminin. Assurer le suivi du périmètre maraîcher et des sessions de renforcement de capacités à l'endroit des femmes	Le groupement féminin de Komodindé	ODELADEMO 5 000 € sur 12 mois
Mali (Kayes)	IP	Projet d'Appui à l'insertion des migrants de retour dans leur territoire d'origine	Contribuer à la réinsertion des migrants de retour dans leur pays d'origine en les accompagnant dans des activités génératrices de revenus : le maraichage et l'embouche.	Migrants de retour et leurs familles respectives	OFFI 36 000 € sur 12 mois
Mali (Kayes)	AA	Programme d'Appui au Secteur Horticole (PASH)	Contribuer à l'amélioration qualitative et quantitative de l'offre de productions agricoles locales (Renforcer les capacités de productions, de conservation et de transformation) et assurer la mise en relation contractuelle entre producteurs agricoles (maraîchers...) et consommateurs autour des produits respectant les normes de qualités d'Agro Ecologie Tropicale (AET)	RHK (Réseau des Horticulteurs de Kayes), ménages de la ville de Kayes	CFSI (RHK est le porteur et le Grdr le partenaire principal) 2375 € sur 12 mois
Mali (Kayes et Sikasso)	AA AE	Programme d'appui à « la filière bananes » de Kéniéba (PAFIBAK)	Renforcer la « production » et la « commercialisation » de la filière banane en appuyant spécifiquement l'entrepreneuriat féminin en milieu rural et l'équipement des producteurs de banane dans trois communes du Cercle de Kéniéba en Région de Kayes.	Les producteurs et commerçantes de bananes des communes de Kéniéba Dabia, et Sitakily : les partenaires sont le RHK, le Conseil de Cercle de Kéniéba	Fondation Michelham UE et AFD 120 000€ sur 2 ans (2013-2015)

3. Les programmes du pôle Littoral

Pays	Thème	Titre	Objectifs	Bénéficiaires et Partenaires	Bailleurs, budget, durée
Sénégal Guinée- Bissau (Ziguinchor, Canchungo)	DL	Vers une gouvernance concer- tée des territoires du littoral	Accompagner les collectivités locales, les autorités et les usagers des ressources naturelles dans la formulation d'arrangements institutionnels. Parvenir à une gestion concertée, durable, équitable et sécurisée des ressources naturelles. Améliorer les capacités d'adaptation des systèmes d'activités ruraux face aux changements globaux, en particulier en ce qui concerne les agricultures familiales, la production vivrière locale, l'alimentation des villes en produits locaux, et les pratiques s'inspirant de l'agro-écologie.	Institutions de recherche-développement (Université de Ziguinchor, IRD), collectivités locales d'ici et de là-bas, services déconcentrés, ONG locales et internationales (Univers-sel, CONGAI, IDEE Casamance...), associations de producteurs et d'usagers de ressources naturelles (CRCR Ziguinchor...) et associations de ressortissants des zones littorales (ADPE, FACE...).	AFD, UE 3,1 millions d'euros sur 4 ans
	AE				
	GP				
	GRN				
Sénégal (Dakar)	AA	Approvisionnement alimentaire et Plan Climat Territorial Intégré de la région de Dakar (FNHD)	Elaborer un programme d'actions s'intégrant dans la stratégie du Plan Climat Territorial Intégré de la région de Dakar. Approfondir la problématique de l'approvisionnement alimentaire de la région de Dakar : étude sur les vulnérabilités alimentaires en lien avec les enjeux sociaux, écologiques et fonciers	Conseil Régional de Dakar, toutes les collectivités locales de la région de Dakar, les membres du Comité Technique de l'étude (CRCR Dakar, CNCR, CICODEV, ENDA-PRONAT, ISRA-BAME, FRGPF Dakar), l'ARENE IDF, la FNH	Fondation Nicolas Hulot, CFSI, FAO 110 000€
	DP				
Sénégal (Ziguinchor)	MD	Programme d'appui aux initiatives de co-développement économique local en région de Sédhiou (PAICODEL)	Collecter des données, produire des connaissances et créer les espaces de dialogue sur le thème « Migration-Développement ». Renforcer le rôle des collectivités locales dans l'élaboration et la mise en œuvre projets de co-développement économique. Sensibiliser les administrations locales sur l'ampleur et l'impact du phénomène migratoire dans une des régions les plus concernées du Sénégal.	Représentants de l'Agence Régionale de Développement de Sédhiou. Les associations de citoyens en Afrique de l'Ouest et en Europe et leurs partenaires en matière de coopération décentralisée. Les communautés de Sédhiou.	Union Européenne – ICMD- AFD 178 000€
	DP				
Sénégal (Ziguinchor)	AA	Projet huile de palme Ouonck (SEED)	Accompagnement de 9 groupements féminins de la communauté rurale de Ouonck afin qu'ils améliorent, en quantité et en qualité, leur production d'huile de palme et d'huile de palmiste. Il s'agit également de favoriser durablement leur insertion sur les marchés porteurs et leur contribution à la préservation des espaces forestiers.	GIE Kadiamar Mairie d'Ouonck Les usagers des palmiers à huile de la Commune de Ouonck CLCOP de Ouonck	Seed Fondation 69 000€
	AE				
	DL				
Guinée- Bissau (Canchungo)	DL	Projet de promotion et réalisation d'un habitat durable au profit des familles vulnérables de la ville de Canchungo (FAPH)	Améliorer les conditions de vie de 150 familles vulnérables de Canchungo en réhabilitant leur habitat et leur inclusion dans un processus d'aménagement concerté. Faciliter l'insertion professionnelle et la promotion économique de 250 jeunes et femmes issus des quartiers de la ville et les amener à maîtriser les techniques de construction durable permettant de valoriser les matériaux locaux.	150 familles vulnérables de la ville de Canchungo 200 porteurs de projets économiques verts [< 75% de femmes et de jeunes (- de 25 ans)] 50 jeunes en formation professionnelle Les habitants et usagers de 3 quartiers de Canchungo	Fondation Abbé Pierre, AFD, UE 1,1 million d'euros
	AE				
	IP				

« La mobilité, une ressource durable
pour des territoires solidaires... »

Bakel

Bamako

Bissau

Canchungo

Dakar

Ile de France

Kaedi

Kayes

Lille

Montreuil

Nouakchott

Rouen

Sélibaly

Zinguinchor